



 **FAITS
SAILLANTS**

2023

Photographies : Avec la permission des parlements hôtes, ParlAmericas et des organisations partenaires.

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE PARLAMERICAS.....	4	7 ^E RÉUNION DU RÉSEAU DE FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DE PARLAMERICAS.....	45
MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS.....	5	PROJET DE LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES.....	47
FINANCES ET ACTIVITÉS	6	MESSAGE DU PRÉSIDENT DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT ..	51
CORPS LÉGISLATIFS NATIONAUX REPRÉSENTÉS DANS NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION	7	5 ^E RÉUNION DU RÉSEAU DE FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES POUR UN PARLEMENT OUVERT DE PARLAMERICAS.....	52
ORGANISMES PARTENAIRES	8	7 ^E RENCONTRE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT DE PARLAMERICAS	54
MÉCANISMES DE COLLABORATION.....	9	ÉCHANGE PARLEMENTAIRE EN LIGNE SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LES DROITS NUMÉRIQUES	59
2023 EN UN COUP D'ŒIL	10	RÉUNION DE TRAVAIL DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT DE PARLAMERICAS	61
RESSOURCES ET PUBLICATIONS.....	14	EXPÉRIENCES LÉGISLATIVES ACTUELLES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.....	66
DES HISTOIRES POUR ENFANTS.....	15	MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	68
PERSPECTIVES PARLEMENTAIRES POUR DES MIGRATIONS SÛRES, ORDONNÉES ET RÉGULIÈRES EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES	16	MOBILISER LES PARLEMENTS CONCERNANT À LA MIGRATION LIÉE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES : UNE SÉANCE D'APPRENTISSAGE VIRTUELLE	69
MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES.....	20	UNE OCCASION HISTORIQUE : LE RÔLE DES PARLEMENTS POUR METTRE FIN À LA POLLUTION PLASTIQUE.....	71
ATELIER VIRTUEL DESTINÉ AUX ORGANISATIONS FÉMINISTES LATINO-AMÉRICAINES.....	21	VERS UNE GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE : ACCÈS À L'INFORMATION, PARTICIPATION ET JUSTICE	73
RÉUNION CONJOINTE DU RÉSEAU DE FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES POUR UN PARLEMENT OUVERT ET DU RÉSEAU DE FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DE PARLAMERICAS.....	24	2 ^E RÉUNION DU RÉSEAU DE FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	75
PREMIÈRE RENCONTRE RÉGIONALE DES FORUMS DES FEMMES DES PARTIS POLITIQUES	30	AMPLIFIER LE DÉPLOIEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES POUR LE BIEN DE TOUS : LE RÔLE DES PARLEMENTAIRES.....	77
1 ⁵ E RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES (RPEG) ET 7 ^E RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DE PARLAMERICAS.....	33	DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE À LA COP28.....	79
DIALOGUE MULTIPARTITE SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	38	L'ÉQUIPE DE PARLAMERICAS	82
UN SÉMINAIRE VIRTUEL POUR LES FEMMES PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES ET DES CARAÏBES SUR L'AGENDA DE LA DÉFENSE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ	43		

À PROPOS DE PARLAMERICAS



Est l'institution qui promeut la **DIPLOMACIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



Est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des pays d'Amérique du Nord, Centrale et Sud, et des Caraïbes



Facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



Intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



Promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, responsabilisation, participation citoyenne, et éthique et probité



Encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



Travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



Organise des consultations and développe des **PARTENARIATS MULTI-PARTIES PRENANTES** avec des jeunes leaders et des organisations de la société civile



Est basé à **OTTAWA, CANADA**



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS



Chères et chers collègues,

J'ai le plaisir de vous présenter un bref bilan du travail réalisé par ParlAmericas en 2023.

Tout d'abord, je souhaite noter que la situation complexe du monde et de l'hémisphère, qui se manifeste par l'irruption de conflits régionaux, la hausse de la criminalité transnationale, les effets graves du changement climatique, la recrudescence de la polarisation politique et la progression sans précédent de la migration, pour ne mentionner que quelques exemples, a mis en évidence l'importance de la diplomatie parlementaire en tant qu'outil essentiel pour favoriser la coopération régionale et trouver des réponses concertées aux défis communs.

Dans ce contexte, ParlAmericas, la seule organisation interparlementaire de l'hémisphère composée des 35 législatures nationales d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, et des Caraïbes, émerge comme le forum idéal pour rassembler les parlementaires de tous les partis politiques afin que nous puissions faire part de nos expériences, échanger des bonnes pratiques législatives, et bâtir les consensus politiques nécessaires pour réagir de façon coordonnée à nos problèmes communs, et créer ensemble un avenir plus prospère, stable et harmonieux pour la région.

Sur cette base, nous avons développé des opportunités de dialogue interparlementaire sur certains des enjeux les plus urgents de l'agenda hémisphérique et mondial. Je souhaite particulièrement souligner notre travail concernant deux questions tout à fait cruciales : la grave situation d'insécurité alimentaire dans la région, son lien étroit avec le changement climatique et ses impacts différentiels selon le genre; et les opportunités et défis que représente l'ère du numérique pour la gouvernance démocratique et l'État de droit.

Ces sujets ont été abordés dans des déclarations établissant une série d'engagements pour l'action parlementaire. Je vous invite à les consulter ; vous y trouverez de précieux aperçus reflétant en plus les points de vue de spécialistes, de représentants d'organisations multilatérales et de la société civile ainsi que des jeunes de tout l'hémisphère.

Je profite de cette occasion pour applaudir le protocole d'entente que nous avons souscrit avec la CEPALC pour travailler sur des thèmes relatifs au développement durable, à la récupération socioéconomique transformatrice et inclusive, à l'adaptation et l'atténuation du changement climatique et à l'égalité des genres.

Pour conclure, je souhaiterais souligner brièvement notre travail soutenu pour promouvoir la participation parlementaire dans le système interaméricain, conformément à notre mandat.

Pour ParlAmericas, maintenir le dialogue interparlementaire au sein de l'hémisphère et collaborer avec les différentes entités du système interaméricain sont indispensables pour affronter nos problèmes communs de façon coordonnée, progresser sur les transformations structurelles exigées par les citoyens des Amériques et des Caraïbes, et remplir les engagements politiques adoptés par les gouvernements dans des instruments et des accords hémisphériques.

C'est dans cet esprit que, fondée sur nos expériences et les contributions de nos collègues, nous avons bâti une stratégie pour institutionnaliser et renforcer la participation parlementaire dans le système interaméricain. Nous avons pour cela été guidés par la volonté de contribuer à la réalisation d'objectifs communs en lien avec la consolidation de la démocratie, la défense de l'État de droit et la promotion des droits de la personne et des libertés fondamentales, les éléments centraux de la structure institutionnelle du système interaméricain.

Nous espérons pouvoir encore compter sur votre soutien et votre accompagnement dans cette entreprise. Les défis urgents qui nous préoccupent dans la région exigent de nous la plus grande disposition à collaborer et à parvenir à des consensus.

Je vous invite à consulter ce document et à le diffuser. Vous y trouverez des informations détaillées sur les résultats de notre travail, les publications et les outils que nous avons soigneusement mis à votre disposition.

Un grand merci pour votre soutien.

Cordialement,

Blanca Ovelar

Sénatrice, Paraguay
Présidente de ParlAmericas

✉ SUIVEZ-MOI SUR X @OVELAR_BLANCA

FINANCES ET ACTIVITÉS

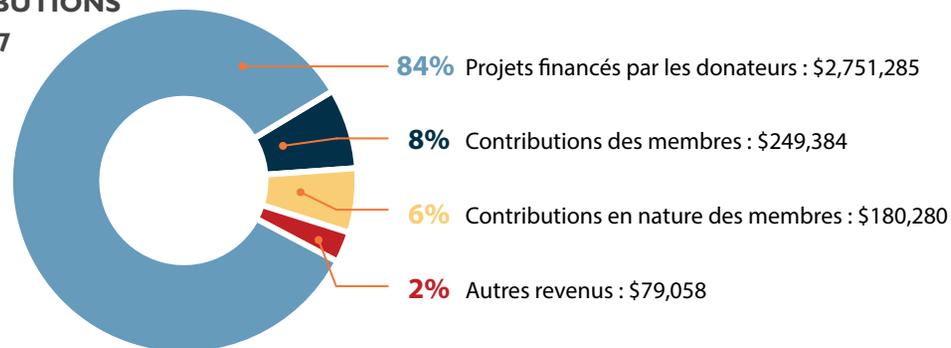
Les opérations et activités menées par ParlAmericas durant l'année fiscale 2023 ont été financées grâce au soutien de nos parlements membres, nos partenaires et aux généreuses contributions du Gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada. ParlAmericas souhaite reconnaître et remercier sincèrement les contributions inestimables d'appui, d'expertise et de temps des parlements membres, des parlementaires individuel(le)s et des partenaires afin d'assurer la mise en œuvre fructueuse des programmes de ParlAmericas à travers l'année.

Note : Les contributions en nature dans les états financiers sont enregistrées lorsque les justes valeurs peuvent être estimées de façon raisonnable et que les documents pertinents sont fournis par les parlements membres. Nous reconnaissons que le montant présenté est une fraction de la valeur totale du soutien en nature fourni par les parlements membres dans le cadre des opérations de ParlAmericas. ParlAmericas maintient ainsi un registre de la valeur indicative des contributions totales à la programmation de ParlAmericas.

Source: Les états financiers vérifiés de ParlAmericas à compter du 30 septembre 2023, et le Rapport financier annuel correspondant préparé pour le Conseil d'administration et les parlements membres.

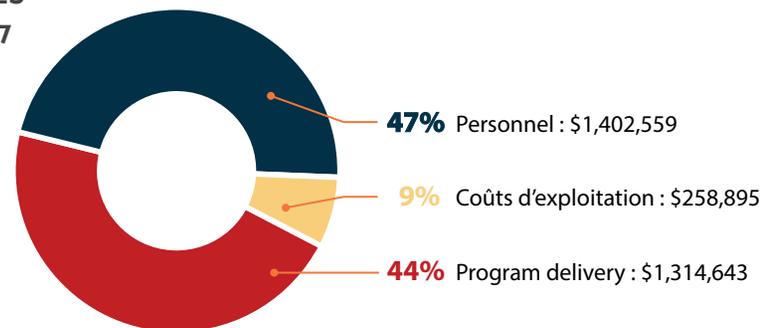
CONTRIBUTIONS

\$3,260,007



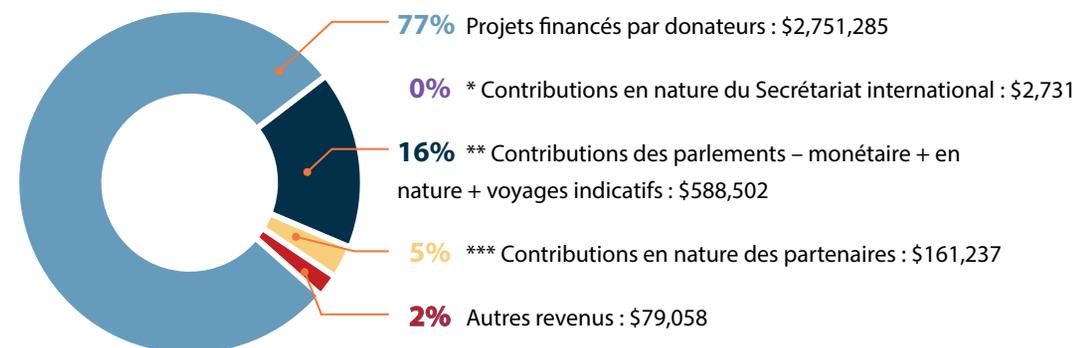
DÉPENSES

\$2,976,097



VALEUR INDICATIVE DES CONTRIBUTIONS TOTALES

\$3,582,813



CORPS LÉGISLATIFS NATIONAUX REPRÉSENTÉS DANS NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité exécutif du Conseil d'administration

(décembre 2022 - décembre 2024) :

Blanca Ovelar, Présidente
Sénatrice, Paraguay

Bridgid Anisette-George, Vice-présidente
Présidente de la Chambre des représentants, Trinité-et-Tobago

Verónica Noemí Camino Farjat, 2^e vice-présidente et présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres
Sénatrice, Mexique

Javier Macaya, 2^e vice-président et président du Réseau pour un parlement ouvert
Sénateur, Chili

Rosa Galvez, 2^e vice-présidente et présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique
Sénatrice, Canada

ParlAmericas est une organisation dirigée par des parlementaires pour des parlementaires. Son Conseil d'administration est composé de 21 sièges qui représentent les pays d'Amérique du Nord, Centrale, du Sud et des Caraïbes. En outre, le Conseil inclut les membres suivants : le pays hôte de la prochaine Assemblée plénière, la/le président(e) précédent de ParlAmericas, les directeurs(trices) de la Corporation de ParlAmericas, des membres d'office du Secrétariat international de ParlAmericas et du Secrétariat général de l'Organisation des États Américains. Chaque réseau est gouverné par un Comité exécutif élu, composé d'un(e) président(e) et des Vice-président(e)s sous-régionaux représentant l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, et les Caraïbes.

Plus d'informations sur notre Conseil d'administration et nos comités exécutifs sont disponibles sur notre site Web : <https://parlAmericas.org/conseil-dadministration/?lang=fr>



ORGANISMES PARTENAIRES



8



MÉCANISMES DE COLLABORATION



Le **Groupe de travail interaméricain sur l'autonomisation et le leadership des femmes** est un mécanisme de coordination qui renforce

les engagements et les stratégies pour promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes. Il est composé d'institutions interaméricaines et internationales clés, qui travaillent dans différents secteurs et à plusieurs niveaux.



Le **Réseau numérique pour un parlement ouvert (OPeN)** offre une tribune aux parlementaires qui défendent l'ouverture législative en servant comme

membre du Conseil de leadership parlementaire du réseau. Ces efforts se fondent sur les accomplissements du Groupe de travail pour l'ouverture législative du PGO, en rassemblant des organisations internationales qui sont engagées à promouvoir l'ouverture législative.



Le **groupe parlementaire de la CCNUCC** soutient la participation parlementaire aux COP. En tant que membre fondateur du groupe parlementaire de la CCNUCC, ParlAmericas facilite la participation des parlementaires au processus des COP et aux réunions de la CCNUCC avec l'appui de GLOBE International, point focal du groupe parlementaire.



La **Coalition pour l'économie circulaire d'Amérique latine et des Caraïbes** est une plateforme régionale œuvrant pour sensibiliser sur l'économie circulaire, améliorer

la coopération entre les parties prenantes et apporter une assistance technique pour l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'économie circulaire ainsi que d'une consommation et d'une production durables.



Le **Front parlementaire contre la faim d'Amérique latine et des Caraïbes** est un réseau

de plus de 400 parlementaires de l'hémisphère qui œuvrent pour faire de l'alimentation et de l'agriculture des priorités nationales pour le développement durable. Ces deux organisations ont signé un protocole d'entente définissant les directives pour conjuguer leurs efforts dans la lutte contre la faim et la malnutrition et pour renforcer la souveraineté alimentaire dans les Amériques et les Caraïbes.

2023 EN UN COUP D'ŒIL

Janvier

26 et 27

Participation au Troisième Programme pour les fonctionnaires des Caraïbes organisé à Bridgetown, à la Barbade

Février

21

Simulation de session parlementaire dans le programme jamaïcain Jeunes femmes dans le leadership (YWIL, acronyme en anglais) organisé par ParlAmericas et l'Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL, acronyme en anglais), en partenariat avec le Bureau des affaires de genre du Ministère de la Culture, du Genre, du Divertissement et du Sport, et des chambres du Parlement

22

Participation au session ordinaire du Conseil permanent de l'Organisation des États américains

24

Atelier virtuel « Renforcement de l'incidence législative des organisations féministes en Amérique latine : processus, outils et expériences »

Mars

1

Séance d'apprentissage virtuelle « Mobiliser les parlements concernant la migration liée aux changements climatiques » dans le cadre de la 8e session de la Plateforme régionale pour la réduction des risques de catastrophe dans les Amériques et les Caraïbes

28

Participation au Volet législatif du 2e Sommet pour la démocratie organisé par le House Democratic Partnership de la Chambre des représentants des États-Unis, dans le cadre du 2e Sommet pour la démocratie à Washington D.C.

28

Réunion virtuelle du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert du ParlAmericas

Avril	20 - 22	7 ^e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, « L'avenir de la démocratie à l'ère du numérique » organisé avec le Congrès national du Chili
Mai	19	Délégation de ParlAmericas à Washington D.C. pour assister à la réunion spéciale du Conseil permanent de l'Organisation des États américains
	24	Réunion virtuelle « Opportunité historique : le rôle des parlements pour mettre fin à la pollution plastique » organisée par ParlAmericas avec la Coalition pour l'économie circulaire d'Amérique latine et des Caraïbes, la Fondation Ellen MacArthur, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme d'action sur les déchets et les ressources et le Fonds mondial pour la nature
	30	Réunion virtuelle du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres de ParlAmericas
	31	Participation au forum sur la transparence active "Rôle de surveillance des commissions législatives et stratégies pour impliquer les jeunes dans la co-crédation des politiques publiques" dans la ville de Panama, Panama
Juin	14 - 16	Participation au 10 ^e Forum du Front parlementaire contre la faim d'Amérique latine et des Caraïbes et au 2 ^e Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition qui se sont tenus au Chili
	15	Échange parlementaire virtuel sur l'intelligence et les droits numériques organisé par le Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas (RPO). Lancement du Caucus numérique
	30 juin au 4 juillet	Participation à la 30 ^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à Vancouver, Canada
Juillet	11	Réunion virtuelle « Vers une gouvernance environnementale efficace : accès à l'information, participation et justice », organisée avec Action Mondiale des Parlementaires

Août

- 11** Réunion commune « Parlements ouverts et inclusifs : expériences et stratégies en Amérique latine » organisée par le Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert et du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genre et le Sénat fédéral du Brésil
- 16** Réunion virtuelle du Réseau de fonctionnaires parlementaires sur le changement climatique
- 16** Réunion virtuelle "Vers l'égalité : plus de femmes pour transformer la politique" organisé avec le Ministère de la femme de la République du Panama
- 17** Réunion "Le rôle des jeunes dans le renforcement démocratique : bâtir un avenir juste et inclusif" organisé avec le Forum national des jeunes des partis politiques , l'Institut républicain international et la Fondation Espacio Cívico, dans la ville de Panama, Panama
- 24** Première rencontre régionale de Forums des femmes des partis politiques organisée avec l'Assemblée législative du Costa Rica

Septembre

- 6** Co-organisation de la journée du Parlement ouvert dans le cadre du 8e sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert à Tallinn, Estonie
- 7 et 8** Participation au 8^e Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert en Tallinn, Estonie
- 11** Lancement du livre pour enfants *Isis et ses amis, une aventure dans les récifs !* à l'Assemblée législative du Costa Rica
- 27** Participation au 2^e Sommet mondial des commissions du futur 2023, organisé par le Parlement de l'Uruguay et l'Union interparlementaire
- 28 et 29** 7^e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas et 15^e Rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas, « Un avenir de sécurité alimentaire : construire des stratégies axées sur les personnes et la planète » organisée avec le Sénat de la république du Mexique

Octobre	10	Lancement du livre pour enfants <i>Rocio et la forêt enclochée</i> dans le cadre du Congrès des enfants du Honduras
	24 et 25	Réunion interparlementaire "Perspectives parlementaires pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en Amérique latine et dans les Caraïbes" organisée avec l'Assemblée nationale du Panama
	25	Réunion interparlementaire "Promouvoir les énergies renouvelables pour le bien-être commun : le rôle des parlements" organisée avec IRENA et le Global Renewables Congress dans le cadre de la Semaine du climat 2023 en Amérique latine et dans les Caraïbes au Panama
	31 oct. et 1er nov.	Réunion "Dialogue multipartite sur l'égalité des genres et le développement durable" organisé avec le Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes et le Parlement de Sainte-Lucie
Novembre	9	ParlAmericas et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC, acronyme en anglais) ont signé un Protocole d'entente pour renforcer leur travail en matière de développement durable
	29 et 30	Réunion de travail "Mesures et outils de transparence : opportunités pour l'ouverture législative" organisée par ParlAmericas, le Congrès de la République de Colombie et le Réseau latino-américain pour la transparence législative
Décembre	3 au 7	Participation à la 28 ^e Conférence des Parties (COP28) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), à Dubaï, Émirats arabes unis
	5	Séminaire virtuel « Avec tout ce qui se passe en ce moment... »: le défi du leadership politique en temps de crise co-organisé avec le Centre mondial du pluralisme et le Centre parlementaire
	11	Participation à la réunion de la Communauté de pratique sur les rapports nationaux volontaires d'ECLAC
	13	Réunion virtuelle du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres de ParlAmericas
	14	Dialogue virtuel "Expériences législatives actuelles en matière de gouvernance de l'intelligence artificielle" organisé par le Caucus numérique de ParlAmericas

RESSOURCES ET PUBLICATIONS

ParlAmericas élabore des ressources spécialisées pour les parlementaires et les parties prenantes, en lien avec les sujets prioritaires de l'hémisphère traités par les législatures, ainsi qu'avec les thèmes privilégiés des réseaux de ParlAmericas.

Ci-dessous, une sélection de ressources clés utilisées dans les activités de cette année est présentée. Ces matériaux sont mis à disposition lors de nos réunions et par le biais de notre [site web](#).



Précis sur le travail parlementaire sensible au genre en matière de sécurité alimentaire : Une approche centrée sur la personne qui ne laisse personne de côté



Document d'information Les installations pour l'allaitement et la garde d'enfants dans les parlements. Bonnes pratiques dans les Amériques et les Caraïbes



Promouvoir l'inclusion et l'égalité à travers programmes parlementaires pour la jeunesse : Compilation de ressources pour les parlements membres (en anglais)



Abonnez-vous au [podcast ParlAmericas](#), pour écouter les sessions de nos rencontres.



Abonnez-vous à la [chaîne de ParlAmericas](#), où vous pouvez accéder au contenu vidéo de nos activités ParlAmericas.

DES HISTOIRES POUR ENFANTS

Au cours des dernières années, ParlAmericas a collaboré avec les parlements membres et des organisations partenaires de la société civile pour publier des livres pour enfants. Ces histoires intègrent des principes tels que le travail d'équipe, le respect, l'égalité, la responsabilité et le souci de l'environnement pour encourager des modèles de leadership inclusifs et collaboratifs.

Les parlementaires peuvent utiliser ces livres dans leurs activités de communication avec les communautés pour échanger avec les enfants sur ce que cela signifie de servir sa communauté.

Visitez notre [site web](#) pour les lire numériquement et accéder à du matériel complémentaire comme des guides d'apprentissage.

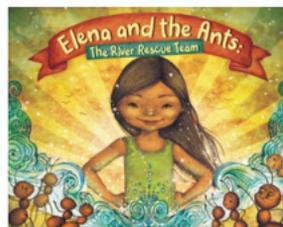
Elena et les fourmis : une équipe à la rescousse

Isis et ses amis

Rocio et la forêt enclochée

Je dirige : Histoire de femmes dirigeantes des Caraïbes

Elena et les fourmis : une équipe à la rescousse



Elena est une enfant timide vivant avec sa famille dans le village El Tigre, dans la région de Ngäbe-Buglé. Elle a de petits yeux et elle est très observatrice. Elle admire la nature et ne laisse passer aucune occasion d'étudier tout ce qui l'entoure, en particulier les fourmis, qu'elle considère comme ses amis.

Dans cette histoire, Elena est confrontée à un problème de taille : la pollution de la rivière de son village.

Se sentant très petite face à un si gros problème, Elena est sur le point de baisser les bras quand, en voyant le va-et-vient de ses amies les fourmis, elle se demande : « Comment ont-elles pu bâtir quelque chose d'aussi grand en étant si petites? ». Et peu à peu, elle apprend à exploiter ses talents et à se sentir autonome et capable dans sa mission.

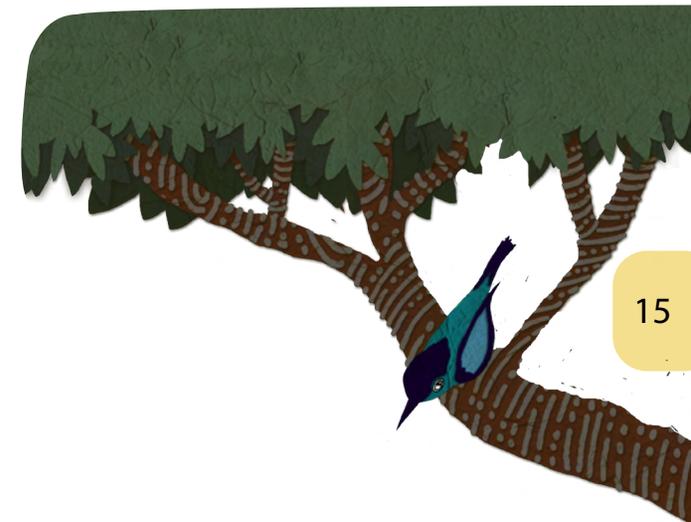
Auteure : Lil hArriera

Illustratrice : Martanoemi Noriega

Livre électronique disponible en espagnol, ngäbe, dulegaya, emberá et anglais

Guide pédagogique disponible en espagnol, ngäbe, dulegaya, emberá et anglais

Ce livre a été créé en collaboration avec le **Forum national des femmes des partis politiques (FONAMUPP)** du Panama grâce à la généreuse contribution du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.



15





#ParlAmericas

THÈME : Migration, droits de la personne, développement durable, coopération régionale, égalité des genres

DATE : 24 et 25 octobre 2023

LIEU : Ville de Panama, Panama

PARTICIPANTS : Plus de 50 parlementaires, fonctionnaires de parlement, spécialistes et représentants d'organisations de la société civile provenant de 14 pays des Amériques et des Caraïbes.

HÔTE : Assemblée nationale du Panama



Cette activité s'aligne avec les ODD n° 1, 3, 5, 8, 10, 13, 16 et 17.



Perspectives parlementaires pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en Amérique latine et dans les Caraïbes

Cette réunion, qui a rassemblé des parlementaires, des spécialistes, des représentants d'organismes multilatéraux, de la société civile et des organisations de femmes et de jeunes, a permis d'analyser les tendances migratoires récentes dans la région sous différents angles. Le but était également d'échanger sur les politiques migratoires nationales et les bonnes pratiques législatives qui traitent le phénomène en cherchant à promouvoir une gouvernance migratoire globale, inclusive et fondée sur les droits de la personne.

Les sessions ont aussi visé à explorer des stratégies durables et sensibles au genre pour encourager la coopération régionale entre les parlements nationaux des Amériques et des Caraïbes, à travers une approche collaborative et coordonnée de la migration, favorisant le développement de solutions innovantes aux défis communs.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- L'honorable députée **Kayra Harding-Bart** (Panama), vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas et hôtesse de la rencontre

Spécialistes :

- **Rudolf Maxwald**, conseiller régional principal en Liaison et politiques, Organisation internationale des migrations (OIM)
- Représentant **David Toro Ramírez** (Colombie)
- Député **Juan Carlos Rodas Lucero** (Guatemala), président de la Commission des migrants
- **Sara Cognuck González**, consultante, UNICEF
- **Elena Lorac**, fondatrice et co-coordinatrice de Reconoci.do, un mouvement de jeunes Dominicaines et Dominicains d'ascendance haïtienne
- **Verónica Cano**, chercheuse, CELADE-Département de la population de la CEPALC
- **Jacqueline Emmanuel**, directrice de la Division des affaires économiques et de l'intégration régionale, Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECO)
- **María Noel Vaeza**, directrice régionale pour les Amériques et les Caraïbes, ONU Femmes

Dialogues modérés par :

- Députée **Nelsa Shoraya Suárez Ariza** (République dominicaine), deuxième vice-présidente pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité de ParlAmericas
- L'honorable députée **Alina González** (Panama)
- Députée **Camila Crescimbeni** (Argentine), présidente de la Commission de la population et du développement humain
- Député **Luis Enrique Ortega Sanchez** (Honduras)
- Membre de l'Assemblée nationale **Radjendrekoeamar Debie** (Suriname)
- Représentante **Sylvia Iburguren Gauthier** (Uruguay)
- L'honorable député **Juan Diego Vázquez** (Panama)
- Député **Vlado Mirosevic** (Chili), membre du Conseil de ParlAmericas

Discours de clôture :

- L'honorable députée **Kayra Harding-Bart** (Panama), vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas et hôtesse de la rencontre



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENTS
VIDÉO](#)



[ÉPISODE DE
PODCAST](#)



PRINCIPALES CONCLUSIONS

- La migration est un phénomène complexe et multidimensionnel qui exige un travail coordonné entre différents niveaux et pouvoirs de l'État, ainsi qu'une collaboration au niveau régional. Par leur nature représentative, les parlements peuvent jouer un rôle important dans la gouvernance de la migration au niveau national et promouvoir le dialogue et la coopération à travers des mesures de diplomatie parlementaire aux niveaux régional et international.
- L'une des clés consiste à comprendre les causes de la migration pour pouvoir les traiter. Cela inclut des facteurs comme la pauvreté, la violence, la traite, l'insécurité alimentaire, les conflits sociaux, la criminalité, les crises économiques et les menaces associées au changement climatique. Les parlements peuvent jouer un rôle clé via leurs fonctions budgétaires, en assurant des investissements dans les pays d'origine afin d'améliorer l'accès aux services, prévenir et répondre à la violence, et créer des opportunités pour les populations vulnérables.
- En ce qui concerne les routes migratoires, il est nécessaire de redoubler d'efforts pour en faire des routes sûres et régulières. Les parlements peuvent œuvrer à offrir des cadres réglementaires garantissant le regroupement familial lorsque des mineurs sont séparés de leur famille. Ils peuvent aussi renforcer les procédures d'asile le cas échéant, et offrir une supervision afin d'assurer que les procédures aux points de passage frontaliers et d'accueil soient conformes aux cadres réglementaires internationaux et régionaux, en adoptant une approche basée sur les droits de la personne.
- Il est nécessaire de favoriser l'intégration économique et sociale des personnes migrantes dans toute leur diversité, reconnaissant leurs contributions au développement des pays d'origine, de transit et de destination. Pour cela, les parlements peuvent, entre autres mesures : a) appuyer ou promouvoir la signature d'accords sur la libre circulation des personnes avec d'autres pays limitrophes ou régionaux; b) favoriser la simplification bureaucratique de l'homologation des diplômes et des certificats professionnels; c) adopter les réformes nécessaires des réglementations relatives aux transferts d'argent; et d) créer des programmes pour l'emploi axés particulièrement sur les personnes migrantes.
- La proportion d'enfants et d'adolescents migrant en Amérique latine et dans les Caraïbes a atteint un niveau record ces trois dernières années, et c'est la plus élevée au niveau mondial (ils représentent 13 % de la population migrante au niveau international, et 25 % au niveau régional). Les parlements peuvent contribuer à garantir les droits, la sécurité et le bien-être des enfants et des adolescents migrants et réfugiés, conformément aux conventions et aux accords internationaux, en leur procurant l'accès à la santé, à l'éducation et à la sécurité. Dans cette optique, il faut également tenir compte du fait que les jeunes filles et les adolescents en général sont encore plus exposés aux risques de violence sous toutes ses formes, et en particulier de violence sexuelle, de traite et de trafic de personnes et de discrimination.





L'honorable députée **Kayra Harding-Bart** (Panama), vice-présidente pour l'Amérique centrale du RPEG et hôtesse de la rencontre

« En reconnaissant que la migration est un facteur de prospérité, d'innovation et de développement au niveau mondial, nous pouvons travailler ensemble pour optimiser ses contributions en améliorant sa gouvernance. Il est essentiel d'adresser et de réduire les vulnérabilités de la migration pour en faire un processus sûr, ordonné et régulier. En outre, il est nécessaire d'autonomiser les personnes migrantes et les communautés qui les accueillent pour permettre une inclusion totale et une cohésion sociale. »



Rudolf Maxwald, conseiller régional principal en Liaison et politiques, Organisation internationale des migrations (OIM)

« Trop souvent, la migration est plus une nécessité qu'un choix. Nous devons traiter ce phénomène de façon collective. Nous devons nous concentrer sur l'objectif de sauver et de protéger les vies et les moyens de subsistance, de renforcer les personnes, les communautés et les gouvernements pour faire émerger des solutions aux déplacements et à la migration irrégulière et proposer des moyens inclusifs, innovants et réceptifs pour la migration régulière. Nous devons faire en sorte que la migration fonctionne en faveur des personnes migrantes, des communautés, du secteur privé et des pays d'origine, de transit et de destination. Nous devons nous assurer que nous tirons profit du potentiel de la migration pour le développement durable. »



María Noel Vaeza, directrice régionale pour les Amériques et les Caraïbes, ONU Femmes

« Jusqu'il y a peu, les données sur la migration étaient génériques. Il est impératif que les statistiques reflètent également l'expérience des femmes, car nous sommes concernées de façon disproportionnée par la migration. La région traverse une crise de mobilité humaine et on observe une féminisation des migrations, ainsi qu'une féminisation de la pauvreté. Les situations de vulnérabilité préexistantes, les inégalités et les rôles de genre interagissent avec les multiples facteurs qui poussent les personnes à migrer, et il est nécessaire d'analyser ces intersections et de les prendre en compte pour traiter la migration de façon inclusive. »



Jacqueline Emmanuel, directrice de la Division des affaires économiques et de l'intégration régionale, Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OCEO)

« Les mécanismes d'intégration peuvent entraîner de nombreux cobénéfices socioéconomiques. Dans le cas du régime de libre circulation des personnes au sein de l'OECO, ces cobénéfices sont, par exemple, la réduction de l'adversité que rencontrent les personnes face aux catastrophes, l'attraction de compétences et de services pour la récupération et la reconstruction, la création d'un effet positif sur l'emploi à travers une meilleure mobilité des compétences et la hausse des opportunités de croissance des entreprises et de création de réseaux, entre autres. »



Sara Cognuck González, consultante, UNICEF

« Au cours des six dernières années, 2,3 millions d'enfants et d'adolescents ont été déplacés à cause de catastrophes climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes. Lorsque des enfants et des adolescents migrent, ils ne perdent pas uniquement leur foyer et leurs attaches, mais aussi l'accès à des services essentiels, et, dans plusieurs cas, leurs droits ne sont pas garantis. De plus, il est important d'adopter une approche de genre pour reconnaître que les jeunes filles et les adolescentes sont exposées à la violence sexuelle et à d'autres formes de violence de genre. Les pouvoirs législatifs sont fondamentaux dans l'action face à cette crise sans précédent. »



L'honorable député **Juan Diego Vásquez** (Panama)

« Il est important de parler des effets positifs de la migration, de la façon dont ce phénomène a évolué et du fait que beaucoup de nos pays ont été formés à partir des savoirs, des connaissances, des expériences et des contributions de la migration saine, durable et humaine dans la région. Il est essentiel de comprendre les avantages de la migration et ses opportunités, ainsi que les défis qu'elle présente. »



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES



Chères et chers collègues,

Comme vous le verrez dans les pages suivantes, en 2023, le Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas (RPEG) a invité différents acteurs à discuter ensemble de certains des sujets les plus importants pour l'égalité des genres dans notre hémisphère.

Je souhaite mettre en avant notre travail pour renforcer le lien entre les parlements et les organisations féministes, un engagement central du RPEG fondé sur la conviction qu'une coordination fluide entre les deux est indispensable pour atteindre des objectifs communs. Ce processus a été orienté par les résultats d'une enquête ambitieuse à laquelle plus de 200 organisations de femmes ont participé en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les conclusions les plus importantes de cette enquête ont été recueillies dans un [rapport](#) que je vous invite à consulter et à diffuser car il explique comment nous pouvons coordonner nos efforts et nos actions conjointes.

D'autre part, j'ai eu l'honneur d'être l'hôtesse de la [15^e Rencontre du RPEG](#) qui s'est tenue au Sénat du Mexique. Cette édition a été organisée conjointement avec le Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité pour aborder la grave situation d'insécurité alimentaire dans la région, son lien étroit avec le changement climatique et ses impacts différentiels selon le genre. Comme l'ont montré les sessions de travail, la création de systèmes agroalimentaires plus durables, inclusifs et résilients ne peut attendre. Je souhaite remercier tout particulièrement les collègues qui nous ont accompagnés dans la Ville de Mexico. J'ai été émue d'être témoin de leur véritable engagement pour l'éradication de la faim dans l'hémisphère.

Parmi les causes centrales du RPEG depuis sa création figure aussi la promotion du leadership politique des femmes. Nous avons mené différentes initiatives régionales et locales dans ce domaine. En Jamaïque, nous avons organisé [Jeunes femmes dans le leadership](#), une formation intensive sur le leadership transformationnel, la prise de décisions inclusives et les processus parlementaires.

Il s'agissait de la quatrième d'une série de formations similaires organisées à Trinité-et-Tobago, à Antigua-et-Barbuda et à Sainte-Lucie.

Au [Panama](#), nous avons invité plus de 200 jeunes à élaborer des propositions pour renforcer la démocratie reflétant leur vision d'un avenir juste et inclusif en se basant sur leurs expériences et connaissances.

Soutenir les jeunes des Amériques et des Caraïbes dans leur processus de formation au leadership politique a été extrêmement gratifiant. En reconnaissance du grand potentiel transformateur des jeunes de l'hémisphère, nous nous sommes engagées à travailler davantage avec eux pour leur offrir les outils et les opportunités nécessaires pour contribuer au développement de leurs communautés. Je peux dire avec satisfaction que l'avenir est prometteur.

Je termine en précisant que, face à l'émergence récente de manifestations visant à nuire aux causes de l'égalité des genres, le RPEG continuera de persévérer, inspiré par la conviction ferme que la promotion et la protection des droits de la personne des femmes et des groupes historiquement marginalisés constituent le fondement sur lequel nous bâtissons un monde plus pacifique, prospère et durable.

Je remercie toutes les personnes qui nous ont accompagnés tout au long de l'année et j'espère que nous continuerons à affirmer notre engagement envers des millions de femmes et de filles dans l'hémisphère en 2024.

Cordialement,

Verónica Noemí Camino Farjat

Sénatrice, Mexique

Présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres

 SUIVEZ-MOI SUR X @VERONICACAMINO



#ParlAmericasGEN

TITRE : « Renforcement du plaidoyer législatif des organisations féministes en Amérique latine : processus, outils et expériences »

THÈMES : Égalité des genres, travail de soins, valorisation économique du travail de soins non rémunéré

DATE : 24 février 2023

LIEU : En ligne

PARTICIPANT(E)S : 107 représentantes d'organisations de femmes de 15 pays



Cette activité est en ligne avec les ODD 5, 16 et 17.



Atelier virtuel destiné aux organisations féministes Latino-Américaines

Cette session de formation interactive intitulée « **Renforcement du plaidoyer des organisations féministes en Amérique latine : processus, outils et expériences** », avait pour objectif de discuter des processus, des outils et d'expériences autour de la participation des organisations de féministes en Amérique latine aux processus parlementaires. Reconnaisant le rôle fondamental de ces organisations pour influencer les développements législatifs et politiques dans la région, cet atelier a présenté une introduction aux processus parlementaires, l'importance de bâtir des relations de collaboration avec le pouvoir législatif, le lien entre l'agenda public et l'agenda législatif, l'approche du parlement ouvert en tant qu'opportunité pour le plaidoyer, et les stratégies efficaces pour interagir individuellement avec des parlementaires à des moments clés.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- Sénatrice **Verónica Camino Farjat** (Mexique), présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas

Présentation « **Pourquoi interagir avec les parlements? Le processus législatif et les possibilités d'action** » :

- **Guadalupe Valdez** (République dominicaine), ex-députée

Présentation « **Parlement ouvert : fenêtres d'opportunité pour le plaidoyer féministe** » :

- **Valentina Enciso**, coordinatrice d'Acción Política, Fondation Artemisas, Colombie

Entretien collectif avec d'anciennes parlementaires : « **Égalité des genres, parlements et territoires : tisser des réseaux de l'intérieur** » :

- Modératrice : **Marcela Sabat** (Chili), ex-députée et ex-sénatrice
- Intervenantes :

Gina Godoy (Équateur), ex-membre de l'Assemblée

Ana Matilde Gómez (Panama), ex-députée

Nielsen Pérez (Costa Rica), ex-députée

Atelier interactif en petits : « **Égalité des genres, parlements et territoires : tisser des réseaux de l'intérieur** » :

- Modératrices :
Friné Salguero, Institut du leadership Simone de Beauvoir, Mexique
Ana Lima, CLADEM, México
Justina Lee, Ecofeminista, Argentine



RESSOURCES TRANSMISES

Les participantes ont également assisté à une présentation sur le rapport « **Ce que nous avons entendu** » (ParlAmericas), qui décrit les principales conclusions d'une étude réalisée auprès d'organisations de femmes d'Amérique latine sur leur lien avec les parlements. Il convient de souligner que les résultats de cette enquête ont servi à l'élaboration de cet atelier.

Voici des ressources clés sur les thèmes de la participation citoyenne aux processus législatifs qui ont été transmises durant la session :

- [Feuille de route pour l'ouverture législative 2.0](#) (ParlAmericas)
- [Trousse d'outils : Participation citoyenne dans le processus législatif](#) (ParlAmericas)
- [Plateforme en Colectiva](#) (Fondation Artemisas, disponible en espagnol)



[HORAIRE COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[ÉPISODE DE PODCAST](#)





CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Voici quelques-unes des principales conclusions et recommandations ayant émergé de cette session :

Concernant l'importance de la participation citoyenne :

- La participation citoyenne aux processus parlementaires est essentielle puisqu'elle peut donner lieu à des débats législatifs de meilleure qualité tenant compte de points de vue divers, et éclairés par les divers parcours et expériences de différents acteurs.
- La participation des organisations féministes au travail législatif peut permettre de débattre et d'adopter des législations promouvant une plus grande égalité, en tenant compte des inégalités et en visant à les réduire.

Concernant les mécanismes de participation aux processus parlementaires :

- Il est important de comprendre le cycle législatif afin de choisir la meilleure stratégie de participation, le moment propice et les acteurs impliqués. Cela peut varier d'un pays à l'autre, en fonction du système et des procédures institutionnelles particulières (parlements monocaméraux et bicaméraux, nombre de comités, l'état d'avancement des projets de loi, etc.).
- Le parlement est la branche législative de l'État, chargée de légiférer, tandis que la branche exécutive de l'État est chargée de développer des politiques. Par conséquent, il est essentiel de bien comprendre le rôle et les fonctions des différentes branches du pouvoir public pour déterminer le point d'entrée pour les activités de plaidoyer et la stratégie de participation la plus efficace.
- Voici quelques mécanismes formels pour la participation citoyenne aux processus parlementaires : entre autres, présenter des projets de loi via des initiatives citoyennes ou en interpellant des parlementaires; participer à des audiences publiques ou autres activités proposées par les unités de la participation citoyenne offertes par les parlements; assister aux réunions des comités parlementaires; soumettre des commentaires en tant que partie prenante; assister aux sessions plénières du parlement; suivre le travail législatif sur le site web et les réseaux sociaux; rencontrer les parlementaires lors de leurs visites de circonscription; présenter des demandes d'accès à l'information publique; cocréer des engagements pour un parlement ouvert.

Concernant le plaidoyer direct auprès de parlementaires :

- Les messages et les documents pour le plaidoyer doivent être basés sur des faits (citer des données et des sources pertinentes), concis et convaincants.
- Pour susciter l'intérêt des élus, un outil possible est d'expliquer en quoi des groupes particuliers de la population d'un pays sont concernés par un enjeu et comment la réforme proposée pourrait avoir un effet positif sur ces communautés.
- Il peut être utile de faire le lien entre ces stratégies et les cadres réglementaires et les accords internationaux, ainsi que de partager des textes de lois comparables et les expériences de d'autres pays ayant adopté des lois dans le domaine en question.
- Tenir compte du fait que le travail parlementaire n'inclut pas seulement la fonction législative, mais aussi les fonctions budgétaire et de contrôle politique, auxquelles le plaidoyer peut également s'appliquer.
- Reconnaître, durant les recherches préalables sur l'enjeu en question avant la mise en œuvre des actions de plaidoyer, les priorités et les idées opposées que différentes parties prenantes peuvent avoir sur le sujet. Cette démarche aidera à trouver des stratégies de plaidoyer et des messages convaincants pour aborder le sujet avec les parlementaires ayant des points de vue différents.
- Créer des alliances avec différents acteurs politiques afin d'explorer des conversations et des solutions de façon collaborative.
- Reconnaître que les décisions politiques seront également orientées par la base idéologique de chaque parti politique, par la dynamique législative, et en identifiant les dirigeants de chaque groupe concerné. Discuter, partager ses recherches, envoyer des courriers électroniques et essayer de rencontrer les dirigeants des partis ou des groupes peuvent être utiles pour avoir une influence sur les débats parlementaires.
- Organiser des événements publics de plaidoyer pour recueillir les commentaires d'une audience plus large sur les thèmes d'intérêt. Cette stratégie permet aux politiques d'entendre différents points de vue, y compris ceux d'universitaires, d'experts, de jeunes, de représentants d'organisations de la société civile et de différents membres des communautés intéressées/concernées.



#ParlAmericasGEN #ParlAmericasOPN

TITRE : Parlements ouverts et inclusifs : expériences et stratégies en Amérique latine

THÈME : Égalité des genres, participation politique et représentation des femmes, violence de genre, politiques relatives aux soins, parlement ouvert, cocréation

DATE : 10 et 11 août 2023

LIEU : Brasília, Brésil

PARTICIPANTS : Plus de 45 fonctionnaires de parlement et représentants d'organisations de la société civile provenant de 14 pays des Amériques et des Caraïbes.

HÔTE : Sénat fédéral du Brésil



Cette activité est alignée sur les ODD n° 5, 10, 16 et 17.



Réunion conjointe du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert et du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres de ParlAmericas

La réunion conjointe du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert et du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres de ParlAmericas visait à explorer des thèmes en lien avec l'égalité des genres dans les parlements, tels que la façon d'aborder les violences de genre et les politiques relatives aux soins. Il s'agissait également de discuter d'expériences et de bonnes pratiques parlementaires, tant aux niveaux opérationnel et administratif que dans le domaine législatif. De même, les fonctionnaires parlementaires, accompagnés de spécialistes et de représentants d'organisations de la société civile, et en particulier d'organisations de femmes, ont participé à des ateliers de cocréation pour alimenter un outil de ParlAmericas visant à guider les parlements de la région dans leur façon d'aborder les piliers du parlement ouvert avec une approche de genre et intersectionnelle.



INTERVENTIONS PRINCIPALES

Table ronde d'ouverture :

- **Ilana Trombka** (Brésil), directrice générale, Sénat fédéral
- **Luis Rojas** (Chili), secrétaire général du Processus constitutionnel, secrétaire adjoint de la Chambre des députés du Chili et coordinateur général du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- **Kathy Ramos** (Panama), directrice de l'Unité pour l'égalité des genres de l'Assemblée nationale et coordinatrice régionale pour l'Amérique centrale du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres de ParlAmericas

Inauguration :

- L'honorable représentante **Catherine Juvinao Clavijo** (Colombie), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Conférence magistrale :

- Dra. **Dre Lívia Maria Sant'Anna Vaz**, procureure de justice du Ministère public de l'État de Bahia

Dialogues modérés par :

- **Yuriria García Núñez** (Mexique), titulaire de l'Unité technique pour l'égalité des genres, Chambre des députés
- **Maria Terezinha Nunes** (Brésil), coordinatrice du Réseau pour l'équité, Sénat fédéral
- **Catalina Cirio** (Argentine), sous-directrice de l'Observatoire sur le genre et l'équité parlementaire, honorable Chambre des députés de la Nation
- **Devair Sebastião Nunes** (Brésil), membre du Groupe de travail du Sénat sur l'Affinité raciale, Sénat fédéral

Présentations :

- **Doris Muñoz Varela** (Uruguay), directrice du Département de la communication, Chambre des représentants
- **Gisela Manero** (Argentine), directrice de l'Unité sur l'égalité, honorable Chambre des députés de la Nation
- **Luis Acosta** (Honduras), responsable législatif, Congrès national
- **Claudia Fuenzalida Cereceda** (Chili), responsable de l'Unité de la planification et du contrôle de gestion, et chargée du genre, Sénat de la République
- **Natalia Ferreira Da Costa** (Paraguay), coordinatrice de projets, Chambre des sénateurs
- **María Cristina Rosado** (Colombie), secrétaire de la Commission juridique pour l'équité de genre du Congrès de la République, et coordinatrice régionale du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres
- **Stella Maria Vaz Santos Valadares** (Brésil), coordinatrice générale du Comité permanent pour la promotion de l'égalité des genres et des races, Sénat fédéral
- **Tarcila Rivera Zea**, fondatrice et présidente du Centre des cultures indigènes du Pérou (CHIRAPAQ), et fondatrice de la Liaison continentale des femmes autochtones des Amériques (ECMIA)



[HORAIRE COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT VIDEO](#)



[ÉPISODE DE PODCAST](#)



INTERVENTIONS PRINCIPALES

Cocréation facilitée par :

- **Rocío Noriega** (Chili), conseillère du Groupe bicaméral sur la transparence, Congrès national

Modération des groupes de travail :

- **Stella Maria Vaz Santos Valadares** (Brésil), coordinatrice générale du Comité permanent pour la promotion de l'égalité des genres et des races, Sénat fédéral
- **Roger Celi**, coordinateur du secteur législatif, Fondation Ciudadanía y Desarrollo
- **Marcela Castrillón** (Uruguay), directrice par intérim du Département administratif, Chambre des représentants
- **Eduardo Carrillo**, co-directeur exécutif, TEDIC
- **Juan Carlos Chavarria** (Costa Rica), directeur du Département de la participation citoyenne de l'Assemblée législative, et coordinateur régional pour l'Amérique centrale du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- **Delfina Schenone**, responsable du Département des politiques, ONG Equipo Latinoamericano de Justicia Y Género
- **Flora Vagas** (Brésil), fonctionnaire du Conseil en matière d'affaires internationales de la Direction générale, Sénat fédéral
- **Sílvia Rita Souza**, directrice exécutive, Réseau de femmes pour la démocratie Brésil (WDN, de son sigle anglais)





CONSIDÉRATIONS PRINCIPALES DE LA RÉUNION

- Les pouvoirs législatifs représentent le domaine de la création de consensus pour l'élaboration de lois, y compris celles liées à l'agenda sur l'égalité des genres, comme la façon de traiter les violences de genre et les politiques relatives aux soins. En outre, les parlements sont eux-mêmes des espaces de travail, et doivent par conséquent disposer de normes internes claires sur la prévention, la prise en charge, la sanction et l'éradication des violences de genre au travail, et de règles internes favorisant les moments dédiés aux soins et à l'allaitement. Les fonctionnaires sont essentiels à la création, la communication et la réitération de ces initiatives, en tant que concepteurs et utilisateurs.
- Le paradigme du parlement ouvert et ses quatre piliers (la transparence et l'accès à l'information, la responsabilité, la participation citoyenne, et l'éthique et la probité) constituent un instrument essentiel pour promouvoir l'égalité des genres dans le travail législatif. Pour y parvenir, l'écoute, le dialogue et la coopération entre les différentes parties prenantes sont des éléments clés.
- Il est important d'intégrer une approche intersectionnelle pour comprendre les problématiques et définir des solutions. L'intersectionnalité est un outil analytique qui reconnaît que les inégalités systémiques sont issues de la superposition de différents facteurs sociaux comme le genre, l'ethnie et la classe sociale, entre autres. En conséquence, les désavantages comme les privilèges d'une personne ne peuvent pas être appréhendés en examinant de façon isolée les différents aspects de son identité. Au contraire, il faut prêter attention à tous les rapports de force qui concernent cette personne. Cette réunion a permis d'aborder en particulier les expériences des femmes noires et les intersections entre violence et racisme, ainsi que les expériences des femmes autochtones et les obstacles spécifiques qu'elles rencontrent pour participer et influencer sur les parlements.
- Promouvoir des politiques pour le renforcement des capacités et des compétences en matière d'égalité des genres et de parlement ouvert pour tout le personnel parlementaire peut être fondamental pour la transversalisation de l'approche de genre dans le travail effectué par les parlements, dans les domaines législatif comme administratif et opérationnel.





Ilana Trombka (Brésil), directrice générale du Sénat fédéral

« Nous, fonctionnaires parlementaires, possédons un pouvoir immense. Nous sommes constamment en contact avec les personnes qui élaborent les lois et nous travaillons au quotidien avec la bureaucratie publique. De cette cohabitation doit découler l'amélioration de la société, en particulier pour œuvrer à l'égalité des genres. »



Hon. L'honorable représentante **Catherine Juvinao** (Colombie), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

« Le dialogue permanent et la cocréation entre les membres du Congrès, les fonctionnaires parlementaires et les organisations de la société civile seront sans aucun doute essentiels pour faire en sorte que nos parlements deviennent des organisations plus ouvertes et inclusives, que ce soit pour fonctionner plus efficacement ou pour améliorer la société. Ainsi, nous serons à la hauteur des défis législatifs qu'une nouvelle société numérique suppose. »



Luis Rojas (Chili), secrétaire général du Processus constitutionnel, secrétaire adjoint de la Chambre des députés du Chili et coordinateur général du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas

« Il est évident que le peuple doit exercer son droit à participer, et nous devons être à la hauteur et garantir que cette participation aux discussions sur les questions publiques soit non seulement formelle mais aussi substantielle avec une approche inclusive. »



Kathy Ramos (Panama), directrice de l'Unité pour l'égalité des genres de l'Assemblée nationale et coordinatrice régionale pour l'Amérique centrale du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres

« Cette réunion nous invite à explorer la transversalisation de l'approche de genre dans l'agenda sur l'ouverture législative avec les objectifs communs de contribuer au renforcement de nos institutions législatives pour bâtir des parlements ouverts, inclusifs et sensibles au genre. »



Livia Maria Sant'Anna Vaz (Brésil), procureure de justice du Ministère public de l'État de Bahia

« Je considère que oui, il est impératif que nous ayons des cadres réglementaires pour l'égalité des genres, mais qu'il est nécessaire que les membres des organes législatifs aient des connaissances préalables et non discriminatoires. Sinon, les lois ne se matérialiseront jamais. »



Tarcila Rivera Zea, fondatrice et présidente du Centre des cultures indigènes du Pérou (CHIRAPAQ), et fondatrice de la Liaison continentale des femmes autochtones des Amériques (ECMIA)

« Avec les informations nécessaires, nous, la société civile, les femmes et, dans ce cas précis, les femmes autochtones, pouvons participer davantage et mieux à l'élaboration des lois et au suivi de leur mise en œuvre. »





#ParlAmericasGEN

TITRE : Tisser des réseaux de sororité pour promouvoir l'égalité des genres

THÈMES : Autonomisation des femmes, participation politique, élimination de la violence politique contre les femmes

DATE : 23 et 24 août 2023

LIEU : San José, Costa Rica

PARTICIPANTS : Plus de 60 représentantes de forums et de fronts des femmes des partis politiques du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Panama et de la République dominicaine; députées, anciennes députées et représentantes d'organisations internationales et de la société civile

COORGANISATEUR : Assemblée législative du Costa Rica



Cette activité est en ligne avec les ODD n° 5, n° 16 et n° 17.



Première rencontre régionale des forums des femmes des partis politiques

Cette rencontre a rassemblé des dirigeantes représentantes de fronts et de forums des femmes des partis politiques du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Panama et de la République dominicaine, pour échanger des réflexions, des expériences et les leçons apprises sur des sujets d'intérêt commun en lien avec l'agenda régional sur l'égalité des genres et le travail de la société civile pour promouvoir les droits politiques des femmes.

Lors de cet événement, les représentantes des forums et des fronts des femmes des partis politiques, les députées, les anciennes députées, les spécialistes et les représentantes d'organisations internationales et de la société civile, ont abordé ensemble des thèmes liés au renforcement de la participation politique des femmes, à la prise en charge et à l'éradication de la violence politique basée sur le genre, et à la promotion du leadership politique des femmes dans la région.



INTERVENTIONS PRINCIPALES

Discours de bienvenue :

- Député **Rodrigo Arias** (Costa Rica), président de l'Assemblée législative
- L'honorable députée **Kayra Harding-Bart** (Panama), vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas
- **Marlene Mora**, présidente du Forum des femmes politiques du Costa Rica
- Députée **Carolina Delgado** (Costa Rica), présidente du Front des femmes des partis politiques du Costa Rica et membre du Conseil de ParlAmericas

Conférence magistrale :

- **Alejandra Mora Mora**, secrétaire exécutive, Commission interaméricaine des femmes, Organisation des États américains

Intervenantes :

- **Máxima Apaza**, ancienne sénatrice et leader politique, Bolivie
- **Eugenia Zamora**, présidente du Tribunal suprême des élections, Costa Rica
- **María de los Ángeles Alfaro Murillo**, ancienne députée, Costa Rica
- **Allegra Baiocchi**, coordinatrice résidente du Système des Nations Unies, Costa Rica
- **Lourdes Araya**, représentante du Réseau costaricain national de femmes municipalistes
- **María Rosa Belliard**, Forum des femmes politiques de la République dominicaine
- **Honorina Rodríguez**, Forum des femmes politiques du Honduras
- **Waizaan Hin Herrera**, Front des femmes des partis politiques du Costa Rica
- **Marcela Guerrero**, Forum des femmes politiques du Costa Rica
- **Sonia Maldonado**, Forum des femmes des partis politiques du Guatemala
- **Dalila Mosquera**, Forum national des femmes des partis politiques du Panama

Modératrices :

- Députée **Kattia Rivera Soto** (Costa Rica)
- Députée **Olga Morera** (Costa Rica)
- Députée **María Marta Carballo Arce** (Costa Rica)
- Députée **Kattia Cambronero** (Costa Rica)
- Députée **Johana Obando** (Costa Rica)
- Députée **Luz Mary Alpízar** (Costa Rica)
- Ancienne députée **Pilar Porras** (Costa Rica)
- Ancienne députée **Paola Valladares** (Costa Rica)
- Ancienne députée **Paola Vega** (Costa Rica)
- **Delmy Ordóñez**, Forum des femmes politiques du Honduras
- **Onelia Roca**, Forum des femmes des partis politiques du Guatemala
- **Adilia Caravaca**, présidente exécutive, Institut national des femmes du Costa Rica
- **Yosmar Castellano**, conseillère en matière de genre
- **Siany Villalobos**, directrice de la présidence, Assemblée législative du Costa Rica

Lecture de la déclaration :

- **Milagros Díaz**, Forum national des femmes des partis politiques de la République dominicaine

Discours de clôture :

- **Cindy Quesada**, ministre de la Condition de la femme
- **Elizabeth Williams**, ambassadrice du Canada au Costa Rica
- Députée **Carolina Delgado** (Costa Rica), présidente du Front des femmes des partis politiques du Costa Rica et membre du Conseil de ParlAmericas



[ORDRE DU JOUR
COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT VIDEO 1](#)
[ENREGISTREMENT VIDEO 2](#)



DÉCLARATION

Déclaration :

Durant la rencontre, les représentantes des forums et des fronts des femmes des partis politiques ont adopté une [déclaration](#) qui comprend, entre autres engagements :

- Continuer de promouvoir la sororité et la collaboration entre les forums et les fronts des femmes des partis politiques et avec les organisations de femmes de la région afin de partager des bonnes pratiques et les leçons apprises en faveur des femmes, en particulier en ce qui concerne leur participation politique;
- Continuer d'œuvrer pour que les partis politiques adoptent ou mettent en place, de façon effective, des critères de représentation égalitaire dans la composition de toute organisation partisane et de ses différents organes et mécanismes afin de promouvoir les droits politiques des femmes;
- Continuer de plaider pour que les partis politiques adoptent des mesures concrètes et effectives permettant aux candidates de surmonter les obstacles structurels dans le financement des campagnes politiques, en développant des réseaux pour la levée de fonds, en créant des fonds internes spécifiques, et/ou en allouant des montants budgétaires à leur formation politique pour encourager le leadership des femmes;
- Appeler les autorités électorales et autres autorités compétentes dans nos pays respectifs à garantir que les partis politiques respectent effectivement les dispositions et les réglementations en vigueur en matière de quotas, de parité et d'alternance, le cas échéant, dans la composition des listes électorales pour des postes soumis au vote populaire.

Forums et fronts des femmes des partis politiques participants :





#ParAmericasGEN #ParAmericasCC

TITRE : Un avenir de sécurité alimentaire : construire des stratégies axées sur les personnes et la planète

THÈME : Sécurité et souveraineté alimentaires, droit à l'alimentation, systèmes agroalimentaires durables, inclusifs et résilients, autonomisation des femmes et des jeunes ruraux et autochtones

DATE : 28 et 29 septembre 2023

LIEU : Ville de Mexico, Mexique

PARTICIPANTS : Plus de 60 parlementaires, fonctionnaires de parlement, spécialistes et représentants d'organisations de la société civile provenant de 18 pays des Amériques et des Caraïbes.

HÔTE : Sénat de la République du Mexique



Cette activité s'aligne avec les ODD 1, 2, 5 et 13.



15e Rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres (RPEG) et 7e Rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

La rencontre conjointe du RPEG et du RPCC a offert un espace d'échange sur des mesures législatives visant à garantir le droit à l'alimentation via la promotion de bonnes pratiques multisectorielles, innovantes et favorisant la durabilité, l'inclusion et la résilience.

Le débat s'est centré sur les conditions de la sécurité et de la souveraineté alimentaires dans l'hémisphère, et sur leur lien avec le changement climatique, en tenant compte de la perspective de genre et intersectionnelle. Dans cette optique, la méthodologie des différentes sessions a été enrichie par les contributions d'organisations de femmes et de spécialistes en la matière.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- Sénateur **Checo Pérez** (Mexique), vice-président du Bureau du Sénat de la République
- Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas
- Sénatrice **Verónica Noemí Camino Farjat** (Mexique), présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas et hôtesse de la rencontre
- Sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

Conférence magistrale :

- **Guadalupe Valdez**, ambassadrice spéciale de la FAO pour la Faim zéro pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Spécialistes :

- **Eduardo Benítez**, représentant adjoint de programmes, Bureau de la FAO au Mexique
- **Chenille Humes**, ambassadrice des jeunes rurales de la Jamaïque
- **Benjamín López Velásquez**, cofondateur de Flor de Tierra et représentant du Réseau des jeunes rurales du Guatemala
- **Diego Montenegro Ernst**, représentant de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) au Mexique
- **Matteo Perrone**, représentant résident du Programme alimentaire mondial en Équateur
- **Nadia Manning-Thomas**, spécialiste en planification et en coordination, Bureau multipays de l'ONU Femmes aux Caraïbes
- **Medalith Rivera Maquera**, Union de jeunes autochtones Aymaras du Pérou « Wayna Wila Ujja » et membre de la Commission de l'enfance et de la jeunesse de la Liaison continentale des femmes autochtones des Amériques (ECMIA, de son sigle espagnol)

Dialogues modérés par :

- L'honorable députée **Kayra Harding-Bart** (Panama), vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas
- Sénatrice **Lilia Margarita Valdez Martínez** (Mexique), représentante de la section mexicaine du Front parlementaire contre la faim
- **Sulma Campos Mata**, titulaire de l'Unité technique pour l'égalité des genres du Sénat du Mexique et coordinatrice générale du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres de ParlAmericas
- **Jatziri Pando Medina**, secrétaire technique de la Commission de l'environnement, des ressources naturelles et du changement climatique du Sénat du Mexique, et coordinatrice régionale pour l'Amérique du Nord du Réseau de fonctionnaires parlementaires sur le changement climatique de ParlAmericas
- Députée **Tamika Davis** (Jamaïque)

Discours de clôture :

- **Joel Hernández**, sous-secrétaire des Affaires multilatérales et des droits de la personne du Mexique



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT
VIDEO](#)



[ÉPISODE DE
PODCAST](#)



DÉCLARATION

Durant la rencontre, les parlementaires ont adopté une déclaration qui comprend, entre autres engagements :

- Adopter dans notre travail législatif des approches reconnaissant l'urgence de lutter contre la crise de l'insécurité alimentaire dans notre région, et promouvant des mesures fondées sur les principes de la souveraineté alimentaire afin de rendre nos systèmes alimentaires plus durables et résilients face au climat.
- Créer des espaces pour la participation substantielle des femmes, des populations rurales pauvres, autochtones, afrodescendantes et indodescendantes, des petits agriculteurs et pêcheurs, des migrants et autres groupes traditionnellement marginalisés, aux processus décisionnels pour créer des systèmes alimentaires plus durables.
- Promouvoir l'utilisation de l'analyse sensible au genre dans les démarches législatives sur la crise alimentaire incluant des questions comme l'égalité d'accès aux technologies agricoles, à l'assistance technique, aux ressources productives, à la sécurité foncière et au contrôle des terres.
- Appeler les autorités concernées à collecter des données ventilées, en particulier par genre, race et ethnie, et par zones géographiques (rurale/urbaine), et développer un système d'information national incluant la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire.
- Élaborer de nouvelles lois ou réformer des lois existantes pour intégrer les principes d'économie circulaire et ainsi réduire et éliminer les pertes et les déchets alimentaires à tous les niveaux de la chaîne de valeur et des systèmes alimentaires connexes, en promouvant la participation de toutes les parties prenantes, y compris les organisations de producteurs, le secteur privé, les distributeurs, les commerçants et les consommateurs
- Promouvoir les investissements dans les communautés rurales dans le but d'améliorer leurs infrastructures de transport et de renforcer, en particulier pour les femmes, leur accès aux services de base, aux biens d'équipement et au microcrédit.
- Promouvoir des modèles de production alimentaire communautaires et basés sur les principes de la souveraineté alimentaire, reconnaissant et encourageant les pratiques culturelles traditionnelles alignées sur les expériences et les connaissances locales, afin que les communautés puissent contribuer à la définition substantielle et à l'élaboration de politiques sur l'alimentation qui soient adaptées d'un point de vue culturel, écologique, social et économique.
- Travailler avec ParlAmericas, le Front parlementaire contre la faim et les organismes multilatéraux, et en coordination avec des organisations de la société civile, de femmes et de jeunes, pour échanger sur des bonnes pratiques législatives et des expériences fructueuses dans la lutte contre la faim et la réalisation du droit à l'alimentation.



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas

« Malgré la richesse exubérante de nos terres fertiles, la diversité de nos écosystèmes et les décennies d'avancées progressives dans la lutte contre la faim, quatre personnes sur dix souffrent d'insécurité alimentaire modérée ou grave dans notre hémisphère. [...]

L'alimentation adaptée et saine, accompagnée de services essentiels en matière de santé et d'éducation, est une composante indispensable de la dignité humaine et du droit de tout individu à participer pleinement à la vie d'une société. »



Sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

« Nous devons comprendre les interconnexions entre le genre, l'alimentation, la technologie, la science et la lutte contre la corruption pour que les solutions proposées en traitent les causes et aient un effet sur le long terme. »



Sénatrice **Verónica Noemí Camino Farjat** (Mexique), présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas et hôtesse de la rencontre

« Autonomiser les femmes et combler les écarts de genre dans les systèmes agroalimentaires améliore le bien-être non seulement individuel mais aussi collectif, avec des effets sur la réduction de la faim grâce à l'autonomie économique et une plus grande résilience. »



Guadalupe Valdez, ambassadrice spéciale de la FAO pour la Faim zéro pour l'Amérique latine et les Caraïbes

« La sécurité alimentaire est un objectif atteignable si nous reconnaissons son lien complexe avec la santé de la planète et si nous élaborons des stratégies visant à garantir que la vie des individus s'améliore, et ce de façon durable. Il est fondamental que les parlementaires aient un engagement éthique impérieux à œuvrer à la création de cadres législatifs entraînant une production alimentaire plus efficace et durable, réduire les pertes et le gaspillage alimentaires et promouvoir l'équité et l'accès aux ressources alimentaires. »



RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

Le Comité exécutif du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas est constitué comme suit :

Présidente

- Sénatrice **Verónica Noemí Camino Farjat** (Mexique)

Vice-présidente – Amérique du Nord

- Membre du Parlement **Stephanie Kusie** (Canada)

Première vice-présidente – Amérique Centrale

- Member of the National Assembly **Kayra Harding Bart** (Panama)

Deuxième vice-présidente – Amérique Centrale

- Membre du Congrès **Andrea Villagrán** (Guatemala)

Première vice-présidente – Amérique du Sud

- Sénatrice **Carmen Gloria Aravena** (Chili)

Deuxième vice-présidente – Amérique du Sud

- Sénatrice **Daniella Velloso Borges Ribeiro** (Brésil)

Vice-présidente – Les Caraïbes

- Sénatrice **Lisa Jawahir** (Sainte-Lucie)

Le Comité exécutif du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas est constitué comme suit :

Présidente

- Sénatrice **Rosa Galvez** (Canada)

Vice-président – Amérique du Nord

- Sénateur **Raúl Bolaños-Cacho Cué** (Mexique)

Vice-président – Amérique Centrale

- Député **Óscar Izquierdo Sandí** (Costa Rica)

Première vice-présidente – Amérique du Sud

- Membre de la Chambre des députés **Margarita Stolbizer** (Argentine)

Deuxième vice-président – Amérique du Sud

- Membre de l'assemblée nationale **Radjendrekoemar Debie** (Surinam)

Premier vice-président – Les Caraïbes

- Sénateur **Anthony Vieira** (Trinité-et-Tobago)

Deuxième vice-présidente – Les Caraïbes

- Membre de la Chambre des députés **Nelsa Shoraya Suárez Ariza** (République Dominicaine)



#ParlAmericasGEN

THÈMES : Égalité des genres, élimination de la violence contre les femmes et les filles, développement durable

DATES : 31 octobre et 1er novembre 2023

LIEU : Gros Islet, Sainte-Lucie

PARTICIPANTS : Plus de 80 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, spécialistes et représentants d'organismes nationaux sur le genre et d'organisations de la société civile de plus de 17 pays et territoires des Caraïbes

COORGANISATEURS : Le Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes et le Parlement de Sainte-Lucie



Dialogue multipartite sur l'égalité des genres et le développement durable

Ce dialogue multipartite a permis aux participants d'échanger sur l'égalité des genres en tant que catalyseur pour le développement durable, en considérant toutes les formes d'inégalité de genre, et en particulier la violence contre les femmes et les filles (VCF), et plus précisément la violence intrafamiliale, comme des menaces pour le développement durable dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes (PEID).

Les discussions étaient axées sur des initiatives innovantes et des bonnes pratiques pour créer des partenariats visant à mettre fin à la VCF et promouvoir l'égalité des genres et le développement durable via et au sein du parlement, avec une approche de genre et intersectionnelle. Des spécialistes, des organisations de la société civile, des organismes nationaux sur le genre et le secteur privé ont apporté des contributions qui ont enrichi la méthode suivie lors des différentes sessions de la réunion.



Cette activité s'aligne avec les ODD 1, 4, 5, 8, 10, 13, 16 et 17



AGENDA HIGHLIGHTS

Discours d'ouverture :

- **Tonni Brodber**, représentante, Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes
- **Alisha Todd**, directrice générale, ParlAmericas
- L'honorable **Claudius Francis** (Sainte-Lucie), président de la Chambre de l'Assemblée, membre du Conseil d'administration de ParlAmericas
- L'honorable sénatrice **Alvina Reynolds** (Sainte-Lucie), présidente du Sénat

Panel de discussion :

- L'honorable Dre **Virginia Albert-Poyotte** (Sainte-Lucie), membre du parlement, ministre du Service public, des Affaires intérieures, du Travail et des Affaires de genre
- **Roberta Clarke**, commissaire, Commission interaméricaine des droits de l'homme
- **Tonni Brodber**, représentante, Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes

Intervenants :

- L'honorable juge **Peter Jamadar**, Cour caribéenne de justice
- L'honorable **Dessima Williams** (Grenade), présidente du Sénat
- **Isiuwa Iyahan**, représentante adjointe, Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes
- **Phylcia Alexander**, directrice exécutive, RedRoot SVG
- **Nadine Heywood**, vice-présidente des solutions de crédit et chargé du programme L'Initiative Femmes, Scotiabank
- **Dominique Noralez**, représentante caribéenne, Conseil des jeunes du Commonwealth
- **Janey Joseph**, directrice des affaires de genre, Département des affaires de genre de la Sainte-Lucie
- **Dre Rosina Wiltshire**, spécialiste du genre et du développement
- **Asha Challenger**, première secrétaire de la Mission permanente d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'ONU et point focal de la Conférence sur l'égalité des genres dans les PEID.
- **Dwight Sibblies** (Jamaïque), membre du parlement
- L'honorable **Alicia Williams-Grant** (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat
- L'honorable **Emma Hippolyte** (Sainte-Lucie), membre du parlement, ministre du Commerce, de l'Industrie, du Développement des entreprises, des Coopératives et des Affaires des consommateurs
- **Terry Ince**, responsable de la Commission de la CEDEF de Trinité-et-Tobago et présidente du Groupe de référence de la société civile régional pour les Caraïbes de l'initiative Spotlight
- **Catherine Sealys**, présidente, Raise Your Voice Saint Lucia



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[PODCAST](#)

- **Sasha Sahadeo**, responsable du genre, Institut caribéen pour le leadership des femmes
- **Nadella Oya**, présidente par intérim, Alliance caribéenne sur le genre

Dialogues modérés par :

- L'honorable **Valerie Woods** (Belize), présidente de la Chambre des représentants
- **Erin Brown**, Erin Brown Connects
- Sénatrice **Lisa Jawahir** (Sainte-Lucie), vice-présidente du Réseau parlementaire sur l'égalité des genres de ParlAmericas
- **Letitia Nicholas**, analyste du contrôle et des notifications de l'ONU Femmes Caraïbes
- **Chantal La Roche**, directrice, Affaires juridiques, Parlement de Trinité-et-Tobago
- **Phillip Carlisle**, CariMAN

Discours de clôture :

- **Tonni Brodber**, représentante, Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes
- **Alisha Todd**, directrice générale, ParlAmericas
- L'honorable sénatrice **Alvina Reynolds** (Sainte-Lucie), présidente du Sénat



DÉCLARATION CONJOINTE

Lors de ce dialogue multipartite, les participants ont publié une [déclaration conjointe](#) sur les façons dont nous pouvons collaborer pour promouvoir les objectifs intrinsèquement liés du développement durable et inclusif, de l'égalité des genres et de la fin de la violence contre les femmes et les filles. La déclaration conjointe comprend les engagements suivants :

- Promouvoir la collecte de données ventilées par sexe, race, ethnie, situation de handicap, âge, statut socioéconomique et zone géographique (rurale/urbaine) sur les différentes formes de violence basée sur le genre, en particulier de violence contre les femmes et les filles, ainsi que l'analyse sensible au genre, la diffusion et l'utilisation de ces données, afin de remédier aux lacunes de données sur ce phénomène et d'autres questions de développement liées, dans le but d'orienter l'élaboration d'interventions et de programmes conçus pour répondre aux besoins des communautés et des pays.
- Concevoir et mettre en œuvre des mesures efficaces et inclusives dans nos propres domaines, ainsi qu'en partenariat avec d'autres acteurs, pour traiter les questions de développement durable, d'inégalité de genre et de violence contre les femmes et les filles. Que ces objectifs s'appuient sur nos connaissances sur les réponses adaptées, innovantes et fondées des faits mises en place dans la région et dans le monde entier, comme l'Éducation à la santé et à la vie de famille (HFLE).
- Utiliser nos différents réseaux, plateformes, positions et canaux de communication pour renforcer les connaissances de la population et la sensibiliser sur l'égalité des genres et la violence contre les femmes et les filles, et pour amplifier les appels à la collaboration, à l'unité, à la participation et à l'investissement pour réduire les inégalités et promouvoir le développement durable.
- Prôner l'élaboration de positions nationales inclusives et y contribuer via notre expertise et nos points de vue, et amplifier ceux des personnes autochtones et autres groupes vulnérables et marginalisés, à la 4e Conférence sur les PEID et autres forums internationaux sur des questions liées au développement durable afin de réaliser les Orientations Samoa (Modalités d'action accélérées des PEID). Le tout, en soulignant particulièrement le rôle de catalyseur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes pour respecter les engagements dans les domaines suivants : dette, accès à des financements durables, océans et économie bleue, action climatique sensible au genre, avec des transitions justes et des réponses globales face aux pertes et dommages économiques et non économiques, la sécurité citoyenne et les données et statistiques sur le genre.
- Demander des affectations de ressources adaptées, une budgétisation sensible au genre et une plus grande accessibilité aux financements pour garantir la mise en œuvre effective des engagements et des actions en faveur de l'égalité des genres, l'élimination de la violence contre les femmes et les filles, et le développement durable.





Tonni Brodber, représentante, Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes

« Si nous prenons les pays pour lesquels nous avons des données de prévalence - et il n'y en a que cinq dans les Caraïbes (le Suriname, Trinité-et-Tobago, la Grenade, le Guyana et la Jamaïque) - 46 % des femmes ayant déjà été en couple ont subi une forme de violence de la part de leur compagnon. Cela signifie qu'au moins une femme sur deux a subi cela dans sa vie. C'est pourquoi l'initiative Spotlight dans les Caraïbes a été pensée de sorte à pouvoir mesurer le succès. »



L'honorable **Claudius Francis** (Sainte-Lucie), président de la Chambre de l'Assemblée, membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

« L'égalité des genres n'est pas seulement une obligation morale. C'est une nécessité sociale et économique. Autonomiser les femmes et garantir leur pleine participation dans tous les aspects de la société est fondamental pour le développement durable. Lorsque nous parlons de développement durable, nous parlons d'un avenir où il existe un équilibre entre la croissance économique, le bien-être social et la protection de l'environnement. L'égalité des genres est l'une des pierres angulaires de cette vision. »



L'honorable sénatrice **Alvina Reynolds** (Sainte-Lucie), présidente du Sénat

« Nous connaissons le coût important de l'inégalité de genre et de la violence contre les femmes et les filles dans tous les aspects de la société et pour nos populations. Et nous connaissons également le défi difficile d'éradiquer les causes profondes de ces problèmes. C'est pourquoi nous devons impérativement mettre ces problèmes en avant dans tous les espaces et activement attirer l'attention sur les inégalités sous toutes leurs formes, même lorsqu'elles ne sont pas évidentes à première vue. Il n'y a aucune question de développement durable qui ne soit pas également une question d'égalité des genres. »



Alisha Todd, directrice générale, ParlAmericas

« Le cœur de cette réunion est véritablement le développement durable, l'égalité des genres et le lien étroit entre ces deux sujets. Nous ne pourrons pas atteindre l'un sans l'autre... Nous devons redoubler nos efforts pour créer un changement transformateur dans nos sociétés et faire de ces idéaux une réalité dans les Caraïbes et dans le monde entier. »



L'honorable **Dre Virginia Albert-Poyotte** (Sainte-Lucie), membre du parlement, ministre du Service public, des Affaires intérieures, du Travail et des Affaires de genre

« Nous n'atteindrons pas le développement durable sans parler du genre. Sans des hommes et des femmes contribuant de façon égale au développement national, nous n'atteindrons pas le développement durable, et le développement durable consiste globalement à faire durer ce qui est bon pour le pays, pour la planète, pour les hommes, les femmes et les enfants. »



Roberta Clarke, commissaire, Commission interaméricaine des droits de l'homme

« La violence contre les femmes est une arme de pouvoir et de contrôle utilisée en temps de paix et en temps de conflit, et nous entendons parler tous les jours aux informations : c'est à la fois une cause de la discrimination sexuelle et de genre, et un outil qui sert à la perpétuer, la consolider et la renforcer. Bien sûr, nous continuons de résister, et les réunions comme celle-ci font partie de la résistance, une résistance réussie selon moi. Mais nous sommes face à une opposition. »





#ParlAmericasGEN

TITRE : « Avec tout ce qui se passe en ce moment... » : le défi du leadership politique en temps de crise

THÈMES : Leadership et participation politique des femmes, analyse des conflits sensible au genre

DATE : 5 décembre 2023

LIEU : En ligne

PARTICIPANTS : Plus de 30 femmes parlementaires, anciennes femmes parlementaires et représentantes de la société civile des Amériques et des Caraïbes

PARTENAIRES ORGANISATEURS : Centre parlementaire et Centre mondial du pluralisme



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 16, et 17.



Un séminaire virtuel pour les femmes parlementaires des Amériques et des Caraïbes sur l'agenda de la défense, la paix et la sécurité

Cette réunion a rassemblé d'anciennes femmes parlementaires et des femmes parlementaires actuellement en poste, ainsi que des représentantes de la société civile pour promouvoir un dialogue constructif sensible au genre sur des questions importantes dans les domaines de la défense, de la paix et de la sécurité. Dans le contexte de crises convergentes, comme la guerre entre Israël et le Hamas et l'escalade de la crise humanitaire à Gaza, et la guerre entre la Russie et l'Ukraine, et leurs effets dans le monde entier, cette rencontre était un lieu de discussion et d'échange de bonnes pratiques pour un leadership éthique et responsable.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- Membre du parlement **Anita Vandenberg** (Canada)
- Sénatrice **Verónica Noemí Camino Farjat** (Mexique), présidente du Réseau parlementaire sur l'égalité des genres de ParlAmericas

Panel de discussion :

- Membre de la Chambre des députés **Margarita Stolbizer** (Argentine), rapporteuse de la 148e Assemblée de la Commission de la paix et de la sécurité internationale de l'Union interparlementaire
- **Meredith Preston McGhie**, secrétaire générale du Centre mondial du pluralisme

Dialogue modéré par :

- **Guadalupe Valdez** (République dominicaine), ancienne parlementaire

Discours de clôture :

- Membre du parlement **Stephanie Kusie** (Canada), vice-présidente pour l'Amérique du Nord du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas

POINTS CLÉS DE LA RÉUNION :

- L'affaiblissement de nos démocraties, exacerbé par les phénomènes de polarisation extrême, la prolifération d'un discours de haine et la persistance de modèles autoritaires, est l'un des facteurs déterminants des crises actuelles.
- Le concept internationalement reconnu de [sécurité humaine](#) nécessite que les États apportent des réponses axées sur les individus, globales, spécifiques au contexte, visant la prévention et renforçant la protection et l'autonomie de tous les groupes de population.
- Avant, pendant et après un conflit, les violations des droits de la personne, notamment des droits des femmes, augmentent tandis que les institutions sont affaiblies. La diplomatie parlementaire est un outil essentiel de la prévention des conflits car elle peut contribuer à l'adoption de mesures renforçant les institutions en temps de paix.
- Il est essentiel de reconnaître les femmes non seulement comme des potentielles victimes de menaces, mais également comme des actrices du changement qui contribuent à la réalisation d'accords internationaux en ligne avec la [Résolution 1325/2000](#) du Conseil de sécurité des Nations Unies. Bien qu'elles constituent l'un des groupes les plus touchés par les conflits, les femmes sont encore sous-représentées dans la prise de décisions concernant la défense, la paix et la sécurité.
- Le leadership pluraliste est fondé sur la reconnaissance et l'engagement pour la dignité de tous les membres de la société, garantissant ainsi leur sentiment d'appartenance. Il est nécessaire de créer des espaces où les individus peuvent avoir des discussions basées sur la compassion, le respect et l'empathie, et où ils se sentent écoutés. La paix centrée sur l'être humain émerge de l'écoute, du compromis et de l'ouverture au changement pour que les individus puissent trouver leur voie même en cas de désaccord.
- Les sociétés prospèrent lorsque la diversité est valorisée. Nos sociétés sont diversifiées en termes de culture, de religion, de langue, d'ethnie et de nombreux autres facteurs. Le pluralisme se reflète dans les actions répondant positivement à ces différences et est conçu comme une éthique qui peut façonner non seulement nos choix individuels mais aussi les décisions collectives.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



#ParlAmericasGEN

TITRE : Politiques relatives aux soins dans les parlements : échange de bonnes pratiques dans les Amériques et les Caraïbes

THÈME : Politiques institutionnelles sur le soin, coresponsabilité, conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale, Loi-type interaméricaine sur les soins

DATE : 13 décembre 2023

LIEU : En ligne

PARTICIPANTS : Plus de 65 fonctionnaires de parlement et représentants des organismes nationaux pour l'égalité des genres et d'organisations internationales provenant de 20 pays des Amériques et des Caraïbes



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 8 e 10.



7e Réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres de ParlAmericas

Cette réunion a permis aux fonctionnaires des pouvoirs législatifs et aux représentants des organismes nationaux pour l'égalité des genres des Amériques et des Caraïbes d'examiner des stratégies et de faire part de bonnes pratiques et d'expériences pour la mise en œuvre de politiques sur les soins au sein des parlements.

Avec l'appui d'expertes invitées, les normes régionales et internationales en matière de soins ont été présentées afin que les parlements les étudient au niveau réglementaire comme institutionnel afin de reconnaître et de valoriser le travail de soins.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- Sénatrice **Carmen Gloria Aravena** (Chili), première vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas
- **Sulma Campos Mata** (Mexique), titulaire de l'Unité technique pour l'égalité des genres, Sénat de la République

Panellistes :

- **Ana Güezmes**, directrice de la Division des affaires de genre, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)
- **Alejandra Mora Mora**, secrétaire exécutive, Commission interaméricaine des femmes (CIM, de son sigle espagnol), Organisation des États américains
- **Claudia Fuenzalida Cereceda** (Chili), responsable de l'Unité de la planification et du contrôle de gestion, et chargée du genre, Sénat de la République
- **Gracielle Fernanda do Nascimento Azeredo** (Brésil), analyste législative, membre du Comité permanent pour la promotion de l'égalité des genres et des races et du Groupe de travail sur l'affinité raciale, Sénat fédéral
- **Annie Carpentier** (Canada), directrice adjointe, Services en ressources humaines aux députés, Chambre des communes

Modératrices :

- **Chantal La Roche** (Trinité-et-Tobago), directrice des Services juridiques du Parlement
- **Haydeé Hernández Pérez** (Costa Rica), chef de l'Unité technique de l'égalité et l'équité des genres de l'Assemblée législative

Discours de clôture :

- **Sulma Campos Mata** (Mexique), titulaire de l'Unité technique pour l'égalité des genres, Sénat de la République

CONSIDÉRATIONS PRINCIPALES DE LA RÉUNION :

- Le travail de soins comprend les activités destinées au bien-être quotidien des individus à différents niveaux : matériel, économique, moral et émotionnel. Il s'agit d'un droit humain : le droit de prendre soin, de recevoir des soins et de prendre soin de soi-même. Le travail de soins étant généralement réalisé par une majorité de femmes, le fait d'institutionnaliser des politiques sur le soin au travail, y compris au sein des parlements, et de promouvoir la coresponsabilité contribue à garantir l'autonomie économique des femmes.
- Il est nécessaire d'aller vers une [société du soin](#) en promouvant un modèle de coresponsabilité dans lequel des acteurs comme l'État, la société civile, le secteur privé, la communauté et les familles participent et appuient le travail de soin de manière active. La [Loi-type interaméricaine sur les soins](#) revalorise le travail de soins et le guide pour sa mise en œuvre présente les normes les plus élevées en matière de soins et de coresponsabilité.
- Les parlements ne doivent pas réaliser un travail uniquement externe dans l'élaboration de réglementations pour reconnaître le soin comme un droit; ils doivent également promouvoir des transformations au sein des pouvoirs législatifs à travers des mesures institutionnelles répondant aux besoins en termes de soins et tenant compte de la diversité des familles et des contextes. Pour en savoir plus sur les pratiques existantes dans la région, veuillez consulter le [Document d'information sur les installations pour l'allaitement et la garde d'enfants dans les parlements des Amériques et des Caraïbes](#).



ORDRE DU JOUR



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



DOCUMENT D'INFORMATION



PRÉSENTATIONS

PROJET DE LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES



En 2018, ParlAmericas a lancé un projet visant à promouvoir le leadership politique des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce projet, qui a pris fin cette année, soutient les organisations multipartites de femmes dans leur prestation de programmes qui créent des environnements propices au leadership des femmes en politique et dans d'autres secteurs où elles sont sous-représentées. Ses activités renforcent également les capacités institutionnelles de ces organisations dans le cadre de leur collaboration avec les parlements nationaux, les bureaux pour l'égalité des genres, et des organisations multilatérales, régionales et locales de la société civile.

Via ce programme, ParlAmericas a accompagné l'[Institut caribéen pour le leadership des femmes](#) (CIWiL) et le [Forum des femmes dans les partis politiques du Panama](#) (FONAMUPP). Les initiatives conjointes réalisées avec ces organisations s'appuient sur les réussites de ParlAmericas en matière d'intégration de la dimension de genres et de mobilisation de la société civile.

En 2023, les activités du projet incluent :

- des partages de connaissances virtuels et en présentiel sur l'égalité des genres et le leadership des femmes, aux niveaux régional et national;
- des sessions de formation virtuelles et en présentiel pour encourager et soutenir les candidatures électorales de femmes;
- des initiatives de formation pour promouvoir un leadership des jeunes sensible au genre;
- le renforcement et l'organisation d'activités par les sections locales des organisations partenaires; et
- la création de ressources, de publications et de supports de communication et de plaidoyer.





CIWIL

Caribbean Women in Leadership

L'**Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWIL)** est un organisme phare de réseautage dédié à la promotion d'un leadership transformationnel et à l'augmentation du nombre de femmes dans le leadership et la prise de décisions dans la vie politique et civique, proportionnellement à la population féminine dans les pays des Caraïbes. Le CIWIL est une institution indépendante et apolitique et un grand défenseur de l'augmentation de la participation des femmes dans le leadership et la prise de décisions dans la région.

Il travaille avec des activistes, des femmes parlementaires, des professionnels du développement et des organismes nationaux pour l'égalité des genres afin de former et d'aider des femmes de la région souhaitant être élues ou assumer d'autres postes de direction. La vision du CIWIL est de promouvoir le développement durable des sociétés caribéennes en adoptant des principes du leadership transformationnel comme l'égalité des genres, l'équité, la justice économique et sociale, et la durabilité environnementale.

Résumé des activités de 2023

- Mise en œuvre du programme YWiL Jamaïque (janvier-mars 2023), en partenariat avec le Ministère de la culture, du genre, du divertissement et du sport, les Chambres du Parlement et autres ministères et organisations
- 4 webinaires régionaux visant à favoriser le dialogue sur des sujets prioritaires en matière d'égalité des genres
- 4 sessions de formation en ligne pour les dirigeants de sections nationales
- 2 sessions de formation (1 en présentiel, 1 autre en ligne) axées sur le leadership transformationnel des femmes et le plaidoyer inclusif
- 9 sessions de formation (1 en présentiel, 8 autres en ligne) dans le cadre d'un programme de formation de formateurs
- Publication d'un livre pour enfants accompagné d'un guide d'apprentissage présentant les profils inspirants de véritables dirigeantes caribéennes





FORO NACIONAL DE
M U J E R E S
DE PARTIDOS POLÍTICOS



Le **Forum des femmes dans les partis politiques du Panama** (FONAMUPP) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir l'égalité des chances et des conditions équitables dans la participation politique des panaméennes. Le FONAMUPP est en activité depuis 25 ans et a joué un rôle important dans la défense de réformes électorales pour la parité.

50

Résumé des activités de 2023

- 5 sessions de formation (4 en présentiel, 1 autre en ligne) destinées à des femmes candidates nommées ou potentielles et leurs réseaux de soutien
- 4 sessions de formation en présentiel sur des sujets liés à l'égalité des genres et au leadership politique des femmes pour les parties prenantes externes
- 1 session en présentiel destinée aux jeunes femmes sur le FONAMUPP et son travail de plaidoyer, avec un dialogue interactif sur les motivations à aspirer au leadership politique
- 3 initiatives de sections financées par le fonds du FONAMUPP





MESSAGE DU PRÉSIDENT DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT



Cher(e)s collègues,

Le Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas (RPO) a encore connu une année fructueuse durant laquelle nous avons obtenu d'importants résultats dans notre travail pour continuer à positionner le modèle du parlement ouvert dans nos pays.

Je souhaite tout particulièrement souligner la [7^e Rencontre du RPO](#) que nous avons organisée à Santiago avec le soutien du Congrès national du Chili. Ce fut un honneur d'accueillir dans mon pays plus de 100 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, spécialistes et représentants d'organisations de la société civile des Amériques et des Caraïbes, pour analyser les répercussions de la transformation numérique et de l'intelligence artificielle sur la gouvernance démocratique. Comme le reflète la [déclaration](#) adoptée à cette occasion, il est essentiel de faire progresser des mesures législatives promouvant une gouvernance numérique transparente, éthique, inclusive et conforme aux normes les plus élevées en matière de droits de la personne.

Face à l'immense capacité perturbatrice de l'ère du numérique, le modèle du parlement ouvert met à notre disposition des clés pour relever les défis imposés par les nouvelles technologies et pour tirer profit des opportunités qu'elles présentent, afin de bâtir des démocraties plus solides et participatives. À cet égard, et en réponse à l'intérêt que ces sujets suscitent chez nos collègues, nous avons lancé le Groupe numérique du RPO, un forum consacré aux sujets liés à l'IA et à la gouvernance numérique. Je vous invite à rejoindre le Groupe numérique pour élaborer ensemble des propositions de gouvernance numérique reconnaissant nos contextes régionaux, nos besoins et notre diversité culturelle et linguistique.

Un autre aspect qui a été au centre de notre travail en 2023 est l'articulation entre le parlement ouvert et l'égalité des genres, interaction fondamentale à nos yeux pour promouvoir des parlements plus inclusifs. Pour cela, nous avons organisé des espaces de travail pour aborder des thèmes comme l'importance d'utiliser un langage simple n'excluant aucun segment de la population et

favorisant la participation du citoyen informé dans les processus parlementaires; la transversalisation d'approches de genre et intersectionnelles dans les plans d'action pour un parlement ouvert; et les opportunités que représentent les mesures de transparence pour créer des partenariats multipartites. Je profite de cette occasion pour remercier le Sénat fédéral du Brésil et le Congrès de la Colombie pour avoir fait preuve d'une hospitalité généreuse en accueillant ces réunions importantes.

Avant de terminer, je souhaite exprimer ma reconnaissance envers les centaines de fonctionnaires qui ont travaillé avec notre Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert. Je remercie également les représentantes et représentants des organisations de la société civile de tout l'hémisphère qui ont répondu à notre appel pour travailler ensemble : votre engagement et votre dévouement sont indispensables pour créer un écosystème d'ouverture plus solide, inclusif et efficace.

Chères et chers collègues, il est aujourd'hui plus que jamais essentiel de renforcer encore davantage les fondements mêmes de la gouvernance démocratique. À cette fin, le modèle du parlement ouvert apparaît pour cela comme une protection fondamentale pour nos démocraties et pour garantir que nos parlements continuent de véritablement servir les intérêts des personnes que nous représentons.

Nous espérons pouvoir encore compter sur votre soutien l'an prochain.

Cordialement,

Javier Macaya Danús

Sénateur, Chili

Président du Réseau pour un parlement ouvert

 SUIVEZ-MOI SUR X @JAVIER MACAYA



#ParlAmericasOPN

THÈMES : Ouverture législative, transparence, responsabilité, participation citoyenne, éthique et probité, langage accessible et inclusif

DATE : 24 mars 2023

LIEU : En ligne

PARTICIPANTS : Plus de 100 fonctionnaires de parlement, représentantes et représentants d'organisations internationales et universitaires provenant de 11 pays d'Amérique latine



Cette activité est en ligne avec l'ODD n° 16.



5e Réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas

La 5e Réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas a permis d'adresser l'importance de l'utilisation d'un langage inclusif et accessible dans le travail législatif pour favoriser la participation éclairée et renforcée du peuple aux processus parlementaires. Ce style de communication vise à faire en sorte que le contenu, la structure et la présentation des informations publiées par le parlement permettent à toutes et tous d'y accéder, trouver, de les comprendre et de les réutiliser.

De plus, les progrès sur les normes d'ouverture législative pouvant être appliquées au sein des commissions parlementaires ont été présentés.

Après la présentation d'éléments théoriques et techniques sur le langage simplifié dans l'élaboration de lois et autres instruments législatifs, des expériences et bonnes pratiques ont été échangées sur la façon dont ces efforts ont permis d'améliorer la relation entre les parlements et les citoyens en Amérique latine.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- **Luis Rojas** (Chili), secrétaire général du Processus constitutionnel et coordinateur général du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Intervenants :

- **Rocío Noriega** (Chili), conseillère du Groupe bicaméral sur la transparence
- **Cristiane Brum Bernardes** (Brésil), Réseau international pour la participation parlementaire (IPEN, de son sigle anglais), enseignante-chercheuse du Master en études parlementaires de la Chambre des députés
- **Betsy Perafán Liévano**, directrice académique, Faculté de droit, Université des Andes
- **Andrea González Somellera** (Mexique), conseillère du Secrétariat général, Chambre des députés du Mexique

Modérateurs :

- **Sulma Campos Mata** (Mexique), titulaire de l'Unité technique pour l'égalité des genres du Sénat et coordinatrice générale du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres de ParlAmericas
- **Henrique Porath** (Brésil), coordinateur du Centre d'appui à l'innovation (Nainova), Sénat fédéral

Discours de clôture :

- **Nelly González** (Panama), conseillère juridique de la présidence de l'Assemblée nationale et coordinatrice régionale pour l'Amérique centrale du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas

CONSIDÉRATIONS PRINCIPALES DE LA RÉUNION :

- Aborder différents aspects théoriques et techniques sur l'utilisation d'un langage clair, accessible et inclusif permet de comprendre l'importance vitale et l'impact qu'il peut avoir dans la reconfiguration de la relation entre les parlements et le public.
- Un langage accessible et inclusif constitue un outil pour améliorer l'accessibilité, la transparence et la compréhension des lois pour toutes et tous, indépendamment du niveau d'éducation, des origines, du genre ou des conditions de vulnérabilité.
- Encourager l'utilisation du langage accessible et inclusif permet d'explorer et d'évaluer de nouveaux mécanismes pour favoriser et solidifier une participation citoyenne éclairée et renforcée aux processus parlementaires dans ses différentes instances.
- Les stratégies visant à promouvoir l'utilisation d'un langage accessible et inclusif doivent être abordées avec une approche intersectionnelle, permettant aux différentes équipes techniques des parlements de faire part de leurs expériences et améliorer l'impact de l'utilisation des informations sur les processus législatifs lors d'interaction avec les citoyennes et les citoyens.
- L'utilisation d'un langage accessible et inclusif a un impact significatif sur l'agenda pour un parlement ouvert, en ce qu'elle favorise les efforts entrepris sous les quatre piliers de l'ouverture législative. Cela facilite la disponibilité et l'accès à des informations de qualité pour les citoyens, encourage une plus grande participation citoyenne tout en favorisant la promotion de relations de collaboration entre la population et les parlementaires.
- Les parlements de l'hémisphère progressent dans la mise en œuvre de politiques et de stratégies pour promouvoir l'utilisation croissante d'un langage simple de façon incrémentale et progressive, intégrant des considérations pour la publication d'informations en langues autochtones des différents peuples originaires d'une région.



ORDRE DU JOUR



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



PRÉSENTATIONS



#ParlAmericasOPN

TITRE : L'avenir de la démocratie à l'ère du numérique

THÈMES : Démocratie, numérisation, gouvernance numérique, désinformation, intelligence artificielle, droits numériques, connectivité.

DATES : 20, 21 et 22 avril 2023

LIEU : Santiago, Chili

PARTICIPANTS : Plus de 100 parlementaires, fonctionnaires de parlement, spécialistes et représentants d'organisations de la société civile provenant de plus de 18 pays des Amériques et des Caraïbes.

HÔTE : Congrès national du Chili



7e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

La 7e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas était consacrée à l'exploration des opportunités et des défis que l'ère du numérique représente pour la gouvernance démocratique. Accompagnés de spécialistes et de représentants d'organisations de la société civile, les parlementaires ont participé à des sessions de travail sur des enjeux centraux tels que l'inclusion numérique, la désinformation et la gouvernance numérique intégrale et inclusive. Lors des discussions, une attention toute particulière a été accordée à la numérisation et à son lien avec l'autonomisation des femmes et celle des groupes historiquement marginalisés, fondés sur des paradigmes de gouvernance numérique inclusifs reconnaissant l'importance de leur participation significative dans l'écosystème numérique, comme condition indispensable à des démocraties plus fortes et solides.

Cette activité est alignée sur les ODD n° 5, 9, 10, 16 et 17.



INTERVENTIONS PRINCIPALES

Discours de bienvenue :

- Sénateur **Juan Antonio Coloma** (Chili), président du Sénat
- Député **Vlado Mirosevic** (Chili), président de la Chambre des députés et membre du Conseil de ParlAmericas
- Sénateur **Javier Macaya** (Chili), deuxième vice-président de ParlAmericas et président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Orateur principal :

- **Valeria Lübbert** (Chili), secrétaire exécutive de la Commission consultative présidentielle de l'intégrité publique et de la transparence

Dialogues modérés par :

- **Jeremiah Norbert** (Sainte-Lucie), vice-président de l'Assemblée législative
- Sénateur **René Cormier** (Canada), deuxième vice-président pour l'Amérique du Nord du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Membre de l'Assemblée **Wilma Andrade** (Équateur), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- **Luis Santana**, associé de recherche, GobLab de l'Université Adolfo Ibáñez
- Sénatrice **Antares Vázquez** (Mexique), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas
- Député **Leonardo Soto** (Chili), membre du Groupe bicaméral sur la transparence
- Sénatrice **Joyelle Clarke** (Saint-Christophe-et-Niévès), ministre du Développement durable, de l'Environnement, de l'Action climatique et du Renforcement des circonscriptions

Intervenants :

- Sénatrice **Paulina Núñez Urrutia** (Chili), membre du Groupe bicaméral sur la transparence
- Député **Marc Serré** (Canada), membre du Conseil de ParlAmericas
- Députée **Luz Mary Alpízar** (Costa Rica)
- Députée **Sonia Rincón** (Mexique)
- Sénateur **Germán Blanco** (Colombie), membre du Conseil de ParlAmericas
- Sénateur **Kenneth Pugh** (Chili)
- **Raúl Guzmán** (Chili), secrétaire général du Sénat
- **Miguel Landeros** (Chili), secrétaire général de la Chambre des députés
- **Luis Rojas** (Chili), secrétaire général du Processus constitutionnel, secrétaire du Groupe bicaméral sur la transparence et coordinateur général du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[20 AVRIL](#)

[21 AVRIL](#)

[22 AVRIL](#)



[PODCAST](#)



INTERVENTIONS PRINCIPALES

Spécialistes :

- **Fernando Rojas Mejía**, assistant sénior aux Affaires économiques, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL)
- **Yolanda Martínez**, directrice générale, GovStack Global
- **María Barón**, présidente du Conseil directeur, Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO)
- **Gabriela Rosero**, responsable du bureau chilien, ONU Femmes
- **Valentina Enciso**, coordinatrice de l'action politique, Fondation Artemisas
- **Ashlee Burnett**, fondatrice et directrice exécutive, Feminit
- **Josefina Correa**, coordinatrice du plaidoyer, Ciudadanía Inteligente
- **Sara Fratti**, coordinatrice des programmes pour le Guatemala, Fondation Avina
- **Matías Ponce**, directeur de la communication de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme
- **Nazima Raghubir**, membre du Conseil du Media Institute of the Caribbean
- **Kate Arthur**, fondatrice et PDG, Digital Moment
- **Roger Celi**, membre du Réseau latino-américain pour la transparence législative et coordinateur du secteur législatif, Fondation Ciudadanía y Desarrollo
- **Nicole Pitter Patterson**, cofondatrice, She Leads IT
- **Eduardo Ramírez**, expert en développement territorial et en développement des investissements et de la numérisation du Bureau régional de la FAO
- **Eduardo Chomali**, directeur principal des technologies de l'information et de la communication à la Banque de développement de l'Amérique latine (CAF)

Lecture de la déclaration sur l'avenir de la démocratie à l'ère du numérique :

- Sénatrice **Bertha Caraveo** (Mexique), première vice-présidente pour l'Amérique du Nord du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Sénateur **Osbert Frederick** (Antigua-et-Barbuda), vice-président du Sénat



NORMES D'OUVERTURE LÉGISLATIVE DANS LES TRAVAUX DES COMMISSIONS (disponible en anglais et espagnol)



CE QUE NOUS AVONS ENTENDU : UNE ENQUÊTE AUPRÈS DES ORGANISATIONS DE FEMMES DES CARAÏBES SUR LEURS RELATIONS AVEC LES PARLEMENTS (disponible en anglais et espagnol)



Sénateur **Javier Macaya** (Chili), deuxième vice-président de ParlAmericas et président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

« Il est nécessaire d'aborder le phénomène de la numérisation dans le contexte de la gouvernance démocratique, non seulement en reconnaissant qu'il s'agit d'un sujet brûlant d'actualité et aux conséquences diverses, mais aussi parce qu'il est au cœur de l'ouverture législative. »



Député **Vlado Mirosevic** (Chili), président de la Chambre des députés et membre du Conseil de ParlAmericas

« En ce qui concerne les affaires publiques, la numérisation offre des possibilités innombrables pour encourager et élargir la participation citoyenne, pour renforcer en particulier les groupes qui ont été historiquement marginalisés; pour favoriser une prise de décisions politiques meilleure et plus légitime; pour rendre les institutions publiques plus efficaces, efficaces et transparentes, et pour les rapprocher de la population. »



Membre de l'Assemblée **Wilma Andrade** (Équateur), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

« Il est important d'œuvrer pour éliminer les barrières existantes à la participation citoyenne, dans l'agenda parlementaire en général et dans celui de l'agenda législatif sur le genre en particulier, en renforçant les mécanismes d'interaction avec la société civile existant dans les parlements de notre région. »



Sénateur **René Cormier** (Canada), deuxième vice-président pour l'Amérique du Nord du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

« Dans le contexte de la transformation numérique, nous faisons face à de nombreux défis. L'omniprésence de géants du web motivés uniquement par des impératifs commerciaux, loin de nos objectifs démocratiques, l'utilisation peu éthique de l'intelligence artificielle, les fausses informations, la possible ingérence étrangère dans nos processus électoraux, la perte de confiance envers nos institutions démocratiques, les inégalités économiques croissantes, l'absence d'une véritable égalité et inclusivité des genres. Voilà quelques-uns des enjeux que nous devons adresser. »



Sénatrice **Joyelle Clarke** (Saint-Christophe-et-Niévès), ministre du Développement durable, de l'Environnement, de l'Action climatique et de l'Autonomisation de l'électorat

« Dans les Caraïbes et en Amérique latine, nous devons aborder des questions liées à la démasculinisation des espaces de pouvoir, des investissements et de la technologie pour plus d'égalité. [...] Nous avons entendu plusieurs idées innovantes sur la façon de réduire la fracture numérique, qui abordent des sujets comme les femmes et la technologie, les moyens de subsistance et l'innovation dans les zones rurales, et les investissements dans la connectivité pour la productivité à l'ère du numérique. »



ÉLECTIONS ET DÉCLARATION

Durant cette rencontre, des membres ont été élus à des postes vacants du Comité exécutif du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, désormais composé comme suit :

- Sénateur **Javier Macaya** (Chili), président
- Sénatrice **Bertha Caraveo** (Mexique), vice-présidente pour l'Amérique du Nord
- Sénateur **René Cormier** (Canada), deuxième vice-président pour l'Amérique du Nord
- Députée **Luz Mary Alpízar** (Costa Rica), vice-présidente pour l'Amérique centrale
- Députée **Corina Cano** (Panama), deuxième vice-présidente pour l'Amérique centrale
- Membre de l'Assemblée **Wilma Andrade Muñoz** (Équateur), vice-présidente pour l'Amérique du Sud
- L'honorable représentante **Catherine Juvinao** (Colombie), deuxième vice-présidente pour l'Amérique du Sud
- L'honorable **Reginald Farley** (Barbade), président du Sénat, vice-président pour les Caraïbes

Déclaration

Durant la rencontre, les parlementaires ont adopté une déclaration qui comprend, entre autres engagements :

- Promouvoir une transformation numérique inclusive centrée sur les individus, dans le respect des droits de la personne et favorisant une utilisation fiable, sûre, responsable et durable des technologies numériques émergentes et de l'intelligence artificielle.
- Appeler les autorités nationales compétentes à établir les besoins en termes de connectivité, en particulier dans les zones rurales et semi-urbaines, permettant ainsi de concevoir des plans généraux sur la connectivité comprenant des mécanismes de financement adéquats pour le développement des infrastructures nécessaires pour assurer la connectivité dans les communautés historiquement marginalisées.
- Appeler nos gouvernements à réduire les écarts en termes d'accès aux technologies de l'information et de la communication, surtout les écarts de genre, à travers des plans pour la connectivité. Dans ces plans, une attention toute particulière doit être accordée aux membres des groupes historiquement marginalisés, discriminés et/ou vulnérables, afin que tout le monde ait les mêmes opportunités d'accéder, de participer, et de tirer profit de la transformation numérique pour se former, travailler, explorer et innover.
- Promouvoir des politiques pour le développement des capacités et des compétences numériques afin que les citoyennes et les citoyens puissent tirer profit des avantages de la transformation numérique de façon sûre, responsable et inclusive, en accordant une attention toute particulière aux enfants, aux adolescents, aux femmes, aux populations autochtones, aux personnes ayant un handicap et aux personnes âgées.
- Insister sur la nécessité de favoriser les dialogues et de créer ou nommer des comités parlementaires pour aborder le phénomène de la désinformation et élaborer des mesures législatives contre ses effets, conformément aux droits de la personne et aux libertés civiles et politiques.



#ParlAmericasRPO #GroupeNumérique

THÈMES : Intelligence artificielle, droits numériques, ouverture législative

DATE : 15 juin 2023

LIEU : En ligne

PARTICIPANTS : Plus de 90 parlementaires, fonctionnaires de parlement, représentantes et représentants d'organisations internationales et universitaires provenant de 19 pays de l'hémisphère.



Échange parlementaire en ligne sur l'intelligence artificielle et les droits numériques

Le développement croissant de l'intelligence artificielle a mis en évidence le fait que ses effets doivent être analysés et abordés avec des approches législatives multidimensionnelles privilégiant les droits des utilisateurs et des consommateurs, et tenant compte de questions clés comme la confidentialité, la protection des données, la transparence, la transversalisation du genre dans la responsabilité algorithmique, les droits de propriété intellectuelle et l'éthique.

Cet échange parlementaire a permis aux participants d'aborder les éléments les plus importants à prendre en compte dans les cadres réglementaires relatifs à l'intelligence artificielle, et de faire part d'expériences sur le travail que les parlements de l'hémisphère mettent en place dans ce domaine.

Le Caucus Numérique a été présenté comme un nouveau groupe de travail parlementaire engagé dans l'élaboration de propositions de gouvernance digitale, y compris la réglementation de l'intelligence artificielle, fondées sur des approches législatives inclusives et multidimensionnelles



Cette activité est en ligne avec l'ODD n° 5,10,16,17.



INTERVENTIONS PRINCIPALES

Inauguration :

- L'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas

Intervenants :

- **Cecilia Danesi**, chercheuse à l'Institut des études européennes et des droits de la personne (UPSA), professeure et directrice d'études de troisième cycle dans différentes universités dans le monde entier
- Sénateur **Kenneth Pugh** (Chili), président des Commissions de l'éthique et de la transparence et de la défense nationale du Sénat
- Ambassadeur **Washington Abdala** (Uruguay), représentant de la Mission permanente de la République orientale de l'Uruguay et président du Conseil permanent de l'Organisation des États américains

Modératrices :

- L'honorable représentante **Catherine Juvinao** (Colombie), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Députée **Margarita Stolbizer** (Argentine)

Clôture :

- Députée **Luz Mary Alpízar** (Costa Rica), vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

CONSIDÉRATIONS PRINCIPALES DE LA RÉUNION :

- Il est fondamental que les parlementaires des Amériques et des Caraïbes, en particulier dans les pays du Sud, participent de façon substantielle à la discussion sur la portée de l'intelligence artificielle et les droits numériques, afin de garantir que les modèles de gouvernance de l'intelligence artificielle reflètent des principes communs concernant la démocratie, l'État de droit, la paix, les droits de la personne, l'élimination de la pauvreté, la justice, la transparence et l'égalité.
- Le Caucus numérique tâchera d'être un espace de rencontre rassemblant des parlementaires et différents acteurs concernés dans l'hémisphère, comme des entreprises technologiques, des spécialistes, des universités et des organisations de la société civile, pour élaborer ensemble des propositions de gouvernance de l'intelligence artificielle reconnaissant notre diversité, nos différents contextes et nos besoins.
- La réglementation de l'intelligence artificielle n'implique pas de stopper l'innovation ni d'entraver le progrès, mais de garantir que le développement et le déploiement de ces technologies soient adaptés à des valeurs démocratiques communes et qu'elles servent l'intérêt général.
- Il est impératif de créer les mécanismes les plus adéquats pour que la révolution technologique imminente protège les droits de la personne et la démocratie, intègre l'égalité des genres, favorise le développement durable et promeuve l'inclusion et la cohésion sociale.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[DÉCLARATION](#)



[VIDÉO](#)



#ParlAmericasOPN

TITRE : Mesures et outils de transparence : opportunités pour un parlement ouvert

THÈMES : Parlement ouvert, transparence, éthique et probité, participation citoyenne, inclusion et égalité des genres, participation politique et représentation des femmes, collaboration avec la société civile

DATES : 29 et 30 novembre 2023

LIEU : Bogotá, Colombie

PARTICIPANTS : Plus de 35 parlementaires, fonctionnaires parlementaires et représentants d'organisations de la société civile provenant de plus de 13 pays des Amériques et des Caraïbes.

HÔTE : Congrès de la République de Colombie



Cette activité est alignée sur les ODD n° 5, 10, 16 et 17



Réunion de travail du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

La réunion de travail du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, organisée avec le Congrès de la République de Colombie et le Réseau latino-américain pour la transparence législative (RLTL), visait à aborder différents points de vue sur l'importance des mesures et des outils de transparence législative, comme l'Indice latino-américain de transparence législative, dans la création de fenêtres d'opportunité politique favorisant la promotion de l'agenda pour un parlement ouvert dans la région. Les parlementaires, les fonctionnaires parlementaires et les représentants d'organisations de la société civile ont également participé à différents panels et groupes de travail. Ils y ont réfléchi à la mise en œuvre d'actions et d'engagements basés sur les piliers du parlement ouvert, afin de renforcer le cadre institutionnel des législatures, via des mécanismes d'ouverture et de transparence plus inclusifs et efficaces.



INTERVENTIONS PRINCIPALES

Table ronde d'ouverture :

- L'honorable sénateur **Iván Name** (Colombie), président du Sénat
- L'honorable représentant **Andrés Calle** (Colombie), président de la Chambre des représentants
- L'honorable représentante **Catherine Juvinao Clavijo** (Colombie), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- L'honorable sénateur **Germán Blanco** (Colombie), membre du Conseil de ParlAmericas

Dialogues modérés par :

- Députée **Blanca Alcalá** (Mexique), vice-présidente de la Chambre des députés
- **Rocío Noriega** (Chili), conseillère du Groupe bicaméral sur la transparence, Congrès national
- L'honorable députée suppléante **Walkiria Chandler** (Panama)
- **Francisco Samaniego**, coordinateur exécutif de projets, Centre d'information et de ressources pour le développement, Paraguay
- L'honorable représentant **Cristian Avendaño** (Colombie)

Modération des groupes de travail :

- Sénatrice **Bertha Caraveo** (Mexique), première vice-présidente pour l'Amérique du Nord du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Députée **Luz Mary Alpízar** (Costa Rica), première vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Députée **Corina Cano** (Costa Rica), deuxième vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Député **Mario Argeñal** (Honduras), président de la Commission de l'éthique et de la transparence du Congrès



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[VIDÉO - 29 NOVEMBRE](#)

[VIDÉO - 30 NOVEMBRE](#)



[PODCAST](#)



INTERVENTIONS PRINCIPALES

Intervenants

- Députée **Nancy Núñez Soler** (Uruguay)
- **Luis Rojas** (Chili), secrétaire adjoint de la Chambre des députés et coordinateur général du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- **María Baron**, coordinatrice du Réseau latino-américain pour la transparence législative et directrice exécutive internationale de Directorio Legislativo, Argentine
- **Roger Celi**, coordinateur du secteur législatif, Fondation Ciudadanía y Desarrollo, Équateur
- **Vanessa Cala** (Colombie), présidente du Réseau pour un langage clair de la Colombie et fonctionnaire du Secrétariat général de la Chambre des représentants
- **María Liz Sosa** (Paraguay), directrice générale de la Direction générale du développement institutionnel et de la coopération externe de l'honorable Chambre des sénateurs
- **Leah de Boersner**, vice-présidente du Conseil directeur de la Fondation Espacio Cívico, Panama
- **Juliana Hernández**, directrice de la Fondation Artemisas, Colombie
- L'honorable représentante **Ana Rogelia Monsalve** (Colombie), représentante de la Chambre pour la circonscription nationale spéciale des afrodescendants
- **María Cristina Padilla** (Honduras), directrice de la transparence, Congrès national
- Sénateur **Iván Flores** (Chili), membre de la Commission de l'éthique et de la transparence du Sénat
- **Doris Muñoz Varela** (Uruguay), directrice du Département de la communication, Chambre des représentants
- **Diana Chávez**, chef de projets, Association civile transparence (Asociación Civil Transparencia en español), Pérou





CONCLUSIONS PRINCIPALES DE LA RÉUNION

- L'ouverture de fenêtres politiques d'opportunité pour faire avancer l'agenda pour un parlement ouvert est étroitement liée à la sensibilisation que nous pouvons créer avec les différents acteurs politiques et organisations de la société civile dans ce domaine. Les instruments de mesure, comme l'Indice latino-américain de transparence législative, créent des conditions et des opportunités permettant d'identifier les forces et les potentialités des parlements dans le but d'établir des marches à suivre pour la promotion des piliers du parlement ouvert. Ces fenêtres d'opportunité représentent la possibilité de diagnostiquer, de proposer et de mettre en œuvre des améliorations concrètes renforçant la valeur politique de l'ouverture législative en tant que mécanisme de consolidation institutionnelle des parlements dans la région.
- Les partenariats stratégiques sont une composante fondamentale dans la mise en œuvre d'actions pour un parlement ouvert et de mesures de transparence. La collaboration entre les parlementaires, le personnel parlementaire et les organisations de la société civile engendre les synergies nécessaires pour donner un élan politique aux plans d'action et aux engagements pour l'ouverture législative. Il est important que ces lieux d'interaction disposent de mécanismes de participation de plus en plus inclusifs et accessibles et facilitant la mobilisation des populations historiquement exclues de la sphère législative.
- Les mécanismes de communication et de transparence active des parlements sont des composantes essentielles pour approfondir la portée des processus d'ouverture parlementaire et la confiance citoyenne envers ces derniers. À cet égard, il existe des défis liés à la communication des informations législatives que les parlements doivent traiter en collaboration avec les organisations de la société civile, afin de rapprocher davantage la population et de renforcer la confiance citoyenne envers l'activité parlementaire.
- De façon continue et progressive, les mesures et outils de transparence créent des marches à suivre d'action permettant aux parlements de diagnostiquer, de hiérarchiser et de mettre en œuvre les stratégies les plus efficaces, aux niveaux politique comme administratif, pour continuer à renforcer l'agenda pour un parlement ouvert. L'information produite par ces ressources pour les parlementaires, les fonctionnaires parlementaires et les organisations de la société civile facilite la création d'espaces de concertation et de dialogue entre ces acteurs, basés sur les faits et visant des résultats mesurables à court, moyen et long terme.
- Les systèmes d'intégrité parlementaire se sont révélés très incitatifs pour encourager la promotion d'une culture institutionnelle d'ouverture et de renforcement législatif. En tant que piliers du parlement ouvert, l'éthique et la probité nécessitent des normes et des réglementations internes solides qui, promues dans différents espaces politiques et administratifs, favorisent les stratégies de prévention de la corruption mises en place dans les parlements de la région.
- L'échange de bonnes pratiques et d'apprentissages dans les espaces de dialogue régional permet de créer des partenariats stratégiques favorisant le progrès de l'agenda pour un parlement ouvert. Les outils et les mesures de transparence constituent des mécanismes de surveillance que les parlements continuent d'utiliser comme référence hémisphérique pour promouvoir l'ouverture législative dans leur travail respectif tant politique qu'administratif.
- Le programme d'un parlement ouvert peut être encore renforcé pour promouvoir les droits humains, l'égalité des genres et l'intersectionnalité. Promouvoir l'innovation dans les mécanismes d'ouverture législative pour favoriser l'inclusion des organisations de femmes est un effort qui peut être avancé au niveau régional, en incorporant des mesures connexes dans les outils et mesures de transparence existants.



Hon. Representative **Catherine Juvinao** (Colombia), Vice-L'honorable représentante **Catherine Juvinao** (Colombie), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

« *Durant cette réunion, nous pourrions profiter de deux journées d'interaction profonde et de socialisation pour générer le travail dont les parlements de la région ont besoin pour avoir des agendas communs et faire avancer cet agenda pour l'ouverture, en favorisant l'importante approche intersectionnelle.* »



L'honorable sénateur **Germán Blanco** (Colombie), membre du Conseil de ParlAmericas

« *Pour les membres de ParlAmericas, les résultats de ces réunions doivent être traduits en plans d'action dans les différents parlements pour rapprocher la population et la société civile et mieux communiquer avec elles ses objectifs.* »



Députée **Blanca Alcalá** (Mexique), vice-présidente de la Chambre des députés

« *Nous avons besoin de nouveaux espaces non seulement pour faire savoir ce que nous faisons au sein du parlement, mais aussi communiquer ce qui nous amène à prendre certaines décisions, à voter dans un sens ou dans un autre.* »



Luis Rojas (Chili), secrétaire adjoint de la Chambre des députés du Chili et coordinateur général du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas

« *Les bureaux législatifs utilisent généralement les résultats de l'indice comme un guide permettant d'identifier et de traiter les faiblesses évaluées. Cet indice peut être employé comme un outil de diagnostic institutionnel et pour promouvoir progressivement les améliorations des processus d'ouverture et de transparence.* »



Leah de Boersner, vice-présidente du Conseil directeur de la Fondation Espacio Cívico, Panama

« *Créer des espaces de dialogue permanent entre les parlements et les organisations de la société civile, afin d'obtenir des retours et permettre de mieux comprendre le potentiel et l'importance pour la population de favoriser la transparence, l'accès à l'information, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne dans tout agenda politique.* »



#ParlAmericasOPN #BancadaDigital

 **THÈMES :** intelligence artificielle, gouvernance numérique, ouverture législative

 **DATE :** 14 décembre 2023

 **LIEU :** En ligne

 **PARTICIPANTS :** Plus de 60 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, représentantes et représentants d'organisations internationales et universitaires provenant de 22 pays.



Cette activité est alignée sur les ODD n° 5, 10, 16 et 17.



Expériences législatives actuelles en matière de gouvernance de l'intelligence artificielle

La réunion virtuelle « Expériences législatives actuelles en matière de gouvernance de l'intelligence artificielle » s'est concentrée sur les avancées et les éléments clés de la législation relative à l'intelligence artificielle, en tenant compte de lois et de projets de loi dans les Amériques et les Caraïbes, ainsi qu'au Parlement européen. Les parlementaires réunis ont fait part non seulement de leurs expériences en la matière, mais également de leurs réflexions sur l'importance de légiférer dans ce domaine en tenant compte des effets de l'intelligence artificielle liés à la désinformation, l'exacerbation des inégalités et l'atteinte à la vie privée, entre autres impacts sur le système démocratique. Cette activité fait partie d'une série de dialogues organisés par le Caucus numérique de ParlAmericas.



INTERVENTIONS PRINCIPALES

Discours d'ouverture :

- L'honorable **Brigid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas

Intervenants :

- Eurodéputé **Brando Benifei** (Italie), corapporteur de la loi sur l'intelligence artificielle du Parlement européen
- Sénateur **Kenneth Pugh** (Chili), coprésident du Caucus numérique du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Député **Francesco Sorbara** (Canada)

Interventions parlementaires :

- Député **Pedro Campos** (Brésil)
- Eurodéputé **Ibán García del Blanco** (Espagne)
- Députée **María Eugenia Hernández** (Mexique)
- Membre du congrès **Karol Paredes** (Pérou)
- Député **Rodrigo Goñi** (Uruguay), président de la Commission spéciale pour l'avenir du Parlement

Modératrices :

- L'honorable représentante **Catherine Juvinao** (Colombie), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- **Natalí Casanova-Burkholder**, gestionnaire de projets sur le parlement ouvert, Secrétariat international de ParlAmericas

Discours de clôture :

- L'honorable sénateur **Reginald Farley** (Barbade), président du Sénat et vice-président pour les Caraïbes du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

CONSIDÉRATIONS PRINCIPALES DE LA RÉUNION :

- Une considération fondamentale pour élaborer des réglementations dans ce domaine est la promotion d'une transformation numérique inclusive, centrée sur les individus, conforme aux droits de la personne et favorisant une utilisation de confiance, sécuritaire, responsable et durable des technologies numériques émergentes et de l'intelligence artificielle.
- Pour garantir que l'intelligence artificielle contribue de façon positive à nos sociétés et à la promotion de l'inclusion et de la participation citoyenne, il est important d'adopter des dispositions réglementaires visant, entre autres à protéger les individus face aux risques numériques liés à l'atteinte à la vie privée ou aux cyberattaques.
- Il est fondamental de chercher à refermer la fracture numérique; de garantir l'accès universel à la technologie, à l'éducation et à l'inclusion numérique; et de réduire les écarts de genre présents dans nos sociétés, en particulier dans le domaine technologique, et ce afin que les modèles de l'intelligence artificielle n'exacerbent pas encore davantage un grand nombre de biais qui prédominent déjà dans les algorithmes et les modèles d'intelligence artificielle générative.
- Étant donné le caractère mondial du développement et du déploiement de ces technologies, il est essentiel d'harmoniser les cadres réglementaires en la matière. Aussi, les parlementaires des Amériques et des Caraïbes doivent donc impérativement participer aux discussions internationales et créer des propositions législatives pour la gouvernance de l'intelligence artificielle de façon coordonnée et à partir des réalités et des besoins de leurs pays respectifs.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[ENREGISTREMENT
VIDÉO](#)



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Chères et chers collègues,

En 2023, nous avons connu une hausse considérable des phénomènes météorologiques extrêmes, comme les feux de forêt, les ouragans et les vagues de chaleur ; signe clair de

la nécessité urgente d'élever l'ambition de l'action climatique. De plus, comme reconnu dans le premier [bilan mondial](#), présenté à la COP28, le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif principal de l'Accord de Paris consistant à limiter la hausse des températures à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels.

Face à cette situation d'urgence, le travail parlementaire en matière de lutte contre le changement climatique est particulièrement important. C'est précisément pourquoi l'agenda du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité (RPCC) visait à créer des espaces pour aborder des sujets essentiels comme la [gouvernance environnementale](#), la [migration climatique](#), l'[intersection entre sécurité alimentaire, changement climatique et égalité des genres](#), la [fin de la pollution plastique](#) et la [nécessité d'accélérer l'utilisation d'énergies renouvelables](#).

Je souhaite souligner que cela a été un véritable plaisir d'observer l'engagement et la volonté de centaines de parlementaires des Amériques et des Caraïbes ayant répondu à nos invitations et joué le rôle principal qui nous correspond dans le cadre des efforts internationaux pour faire face aux effets du changement climatique.

Une preuve irréfutable de cet engagement est la création du Groupe pour une économie verte du RPCC, un groupe de travail constitué de parlementaires des Amériques et des Caraïbes qui collaborent avec l'Observatoire parlementaire sur le changement climatique et la transition juste de la CEPALC pour découpler la croissance économique de la dégradation environnementale. Je vous invite à rejoindre cet espace idéal pour échanger des bonnes pratiques législatives autour de sujets fondamentaux pour la région, comme l'accès au financement climatique, l'alignement des flux financiers publics et privés sur les engagements climatiques internationaux et les ODD et la création d'emplois verts, entre autres.

Pour la première fois, la COP28, qui a eu lieu à Dubaï, comptait un pavillon parlementaire, reflétant ainsi la reconnaissance des parlements en tant qu'acteurs indispensables dans la structure globale de l'action climatique. J'ai le plaisir de vous informer qu'une délégation parlementaire de [ParlAmericas y était présente](#). Pour les personnes qui ont eu le privilège d'y assister, la COP28 a été une occasion parfaite de faire part de perspectives parlementaires sur des thèmes centraux comme le financement climatique, la gouvernance environnementale et les incitations et les stratégies pour la décarbonation du bouquet énergétique. Cet espace si propice à la participation parlementaire devra nous encourager à redoubler d'efforts en vue de la COP30 en 2025, qui aura lieu dans notre hémisphère, au Brésil.

Chères et chers collègues, la reconnaissance progressive de l'importance du travail parlementaire dans les dialogues et les processus internationaux sur le changement climatique est le résultat du plaidoyer politique de parlementaires et d'organisations interparlementaires comme ParlAmericas, et justifie de renforcer notre engagement pour l'agenda environnemental.

Dans cet objectif, le RPCC continuera de vous offrir un lieu où les parlementaires des Amériques et des Caraïbes peuvent échanger des stratégies afin de transformer les engagements et les accords internationaux en réalité débouchant sur des bienfaits concrets pour la vie sur notre planète.

J'ai hâte de continuer à collaborer avec vous l'année prochaine.

Cordialement,

L'honorable Rosa Galvez

Sénatrice, Canada

Présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité de ParlAmericas

✉ SUIVEZ-MOI SUR X @SENROSAGALVEZ



#ParAmericasCC #SendaiFramework #PR23

 **THÈMES** : Migration climatique, réduction des risques de catastrophe, genre

 **DATE** : 1er mars 2023

 **LIEU** : Virtual

 **PARTICIPANTES** : Plus de 60 parlementaires, membres de personnel parlementaire et représentants d'organisations internationales, de la société civile et de femmes.



Cette activité s'aligne avec les ODD 1, 3, 5, 10, 11, 13, 16 et 17



Mobiliser les parlements concernant à la migration liée aux changements climatiques : Une séance d'apprentissage virtuelle

ParlAmericas a organisé une séance d'apprentissage dans le cadre de la 8e session de la Plateforme Régionale pour la réduction des risques de catastrophe dans les Amériques et les Caraïbes, dont le thème est « La Science et la technologie pour une gestion intégrée des risques de catastrophe ». L'objectif était de promouvoir l'échange de connaissances et d'expériences concernant les moteurs de la migration climatique, les stratégies que les parlements peuvent employer pour l'atténuer, et les façons de soutenir l'élaboration de stratégies de relocalisation répondant aux besoins des personnes marginalisées, comme les femmes et les filles. Le dialogue multipartite a permis aux participants de découvrir des perspectives sur le travail législatif, le genre, la science et la technologie concernant la migration climatique et le renforcement de la résilience face aux catastrophes.



POINTS SAILLANTS DES SESSIONS

Discours d'ouverture :

- L'honorable sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

Modérateur :

- Membre de l'Assemblée nationale **Juan Diego Vásquez** (Panama)

Intervenants :

- Membre de la Chambre des représentants **Julia Miranda Londoño** (Colombie)
- **Pablo Escribano**, spécialiste régional de l'Organisation internationale pour les migrations sur la migration, l'environnement et les changements climatiques
- **Vanya David**, présidente du Conseil des femmes de la Dominique

Discours de clôture :

- Sénateur **Anthony Vieira** (Trinité-et-Tobago), vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

PRINCIPALES CONCLUSIONS :

- Les parlements peuvent contribuer à reconnaître que les catastrophes causées par des aléas naturels ainsi que des changements progressifs de l'environnement sont des moteurs de migration, comme illustré dans le projet de loi colombien sur le déplacement dû à des causes climatiques.
- Les parlements peuvent jouer un rôle fondamental dans leurs fonctions législatives, budgétaires et de contrôle pour garantir la conformité aux cadres internationaux, tels que Cadre de Sendai, et promouvoir la coordination interinstitutionnelle nécessaire pour mener des évaluations de vulnérabilité.
- Les parlements peuvent soutenir l'intégration de Systèmes d'Alerte Précoce Multirisques en tant que systèmes essentiels qui permettent d'aiguiller les gouvernements, les communautés et les individus sur la façon d'agir pour minimiser les effets négatifs et donc d'empêcher que les risques naturels ne deviennent des catastrophes.
- Les parlementaires peuvent discuter de réformes législatives visant à renforcer les systèmes d'assistance sociale qui réduisent la fréquence des déplacements forcés, et promouvoir, lorsque le déplacement est inévitable, des stratégies de relocalisation inclusives, en tenant compte des disparités socioéconomiques comme l'inégalité de genre et la pauvreté, qui s'aggravent face aux aléas naturels.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



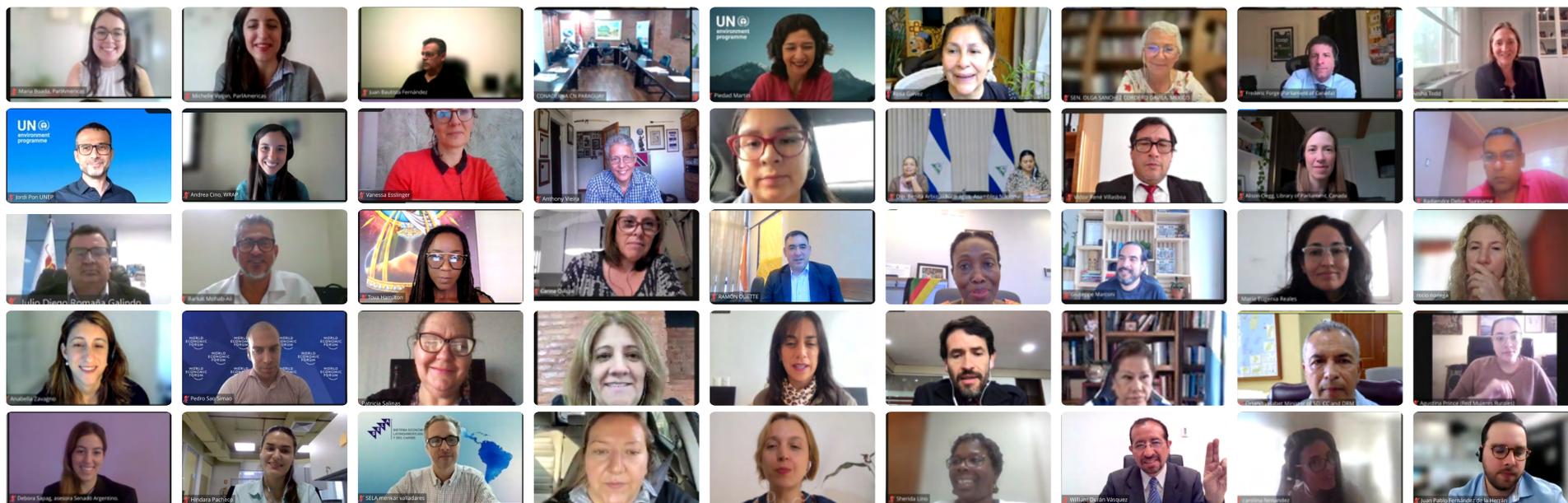
[PRÉSENTATION](#)



[PROJET DE LOI COLOMBIEN](#)



[ENREGISTREMENT](#)



#ParlAmericasCC #TraitéMondialSurLesPlastiques

THÈMES : Économie circulaire, pollution plastique

DATE : 24 mai 2023

LIEU : Virtuel

PARTICIPANTES : Plus de 60 parlementaires, membres de personnel parlementaire et représentants d'organisations internationales, de la société civile et d'organisations multilatérales

PARTENAIRES ORGANISATEURS : Coalition pour l'économie circulaire d'Amérique latine et des Caraïbes, EMF, PNUE, WRAP et WWF



Cette activité est alignée sur les ODD 3, 5, 6, 8, 11, 12, 13, 14 et 15.



Une occasion historique : le rôle des Parlements pour mettre fin à la pollution plastique

L'adoption de la [résolution](#) des Nations Unies en 2022 visant à créer un accord juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution plastique d'ici 2024 a entraîné un élan positif dans le monde entier. Pour soutenir cet élan et promouvoir la coopération régionale pour éradiquer la pollution plastique, des parlementaires et des spécialistes de l'hémisphère se sont réunis pour étudier les différents rôles que le parlement peut jouer pour taborder la production et la consommation non durables de plastiques et promouvoir la transition vers une économie circulaire. Leurs discussions ont également permis de reconnaître que revoir et repenser les pratiques actuelles du tout-jetable, représente une nouvelle opportunité pour mieux réduire les inégalités systémiques auxquelles les femmes et les communautés historiquement marginalisées font face.



POINTS SAILLANTS DES SESSIONS

Mots de bienvenue :

- L'honorable sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), présidente du RPCC de ParlAmericas
- **Piedad Martín**, directrice régionale adjointe pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Intervenants :

- Représentant **Juan Carlos Losada** (Colombia)
- Sénatrice **Paulina Núñez** (Chile)
- L'honorable **Orlando Habet** (Belize), ministre du développement durable, du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe
- **Jordi Pon**, coordinateur du sous-programme régional sur les produits chimiques et les déchets, Bureau régional du PNUE pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- **Andrea Cino**, responsable des partenariats internationaux, Programme d'action sur les déchets et les ressources (WRAP)
- **Luisa Santiago**, directrice exécutive pour l'Amérique latine, Fondation Ellen MacArthur (EMF)

Modérateurs :

- L'honorable sénatrice **Dessima M. Williams** (Grenade), présidente du sénat
- Membre de la Chambre des députés **Graciela Camaño** (Argentine)

PRINCIPALES CONCLUSIONS :

- L'élaboration d'un traité international sur le plastique peut fournir un cadre juridique pour le renforcement des efforts législatifs des parlements dans le monde entier.
- Le parlement peut promouvoir la réduction de la production et de la consommation de plastique via des dispositions législatives encourageant le développement de solutions naturelles pour remplacer le plastique, élargir la responsabilité des producteurs et imposer des restrictions à l'importation sur les produits en plastique. Voilà quelques-unes des bonnes pratiques échangées lors des présentations en table ronde de la [Colombie](#), du [Belize](#) et du [Chili](#).
- Les mesures prises pour aller vers une économie circulaire afin d'éliminer la pollution plastique doivent impérativement être fondées sur des considérations intersectorielles et intersectionnelles, et les impacts sur les petites entreprises, les personnes vivant en situation de pauvreté, les femmes et les groupes marginalisés doivent être évalués.
- Le parlement peut utiliser des consultations de parties prenantes sensibles au genre et des analyses comparatives entre les genres pour traiter des préoccupations spécifiques et permettre aux femmes et aux filles d'agir en tant qu'actrices du changement en matière de plastique.
- Le parlement peut promouvoir une communication claire sur les normes et les définitions de l'agenda sur le plastique, comme par exemple les termes « réutilisable », « biodégradable » et « recyclable », et ensuite employer des stratégies de communication ciblées pour diffuser ces informations au public.



[ORDRE DU JOUR
COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ DE
PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT](#)



#ParlAmericasCC #Accordd'Escazú

 **THÈMES :** Gouvernance environnementale, droits de la personne

 **DATE :** 11 juillet 2023

 **LIEU :** Virtuel

 **PARTICIPANTES :** Plus de 70 parlementaires, fonctionnaires de parlement, jeunes leaders et représentants d'organisations de la société civile et d'organisations multilatérales

 **PARTENAIRE ORGANISATEUR :** Action Mondiale des Parlementaires (PGA, pour son sigle en anglais)



Cette activité est alignée sur les ODD 5, 10, 13, 15, 16, et 17.



Vers une gouvernance environnementale : Accès à l'information, participation et justice

Reconnaissant l'importance d'agir en urgence pour promouvoir une gouvernance environnementale inclusive et efficace en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que le rôle essentiel de l'[Accord d'Escazú](#) dans l'orientation de ces efforts, ParlAmericas et Action Mondiale des Parlementaires (PGA, pour son sigle en anglais) ont réuni des parlementaires, des spécialistes et des représentants de la société civile de l'hémisphère pour aborder les efforts parlementaires dans ce domaine. Suite à une présentation d'ouverture sur l'état actuel de la mise en œuvre de l'Accord d'Escazú dans la région, suivi d'une table ronde et d'un dialogue ouvert, cette session a permis d'examiner le rôle des parlements dans la protection des droits d'accès à l'information, à la participation et à la justice en matière d'environnement, établis par l'Accord d'Escazú. En particulier, les participants ont mis l'accent sur l'autonomisation des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées dans le but de les amener à participer à la prise de décision en matière environnementale.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- L'honorable **Valerie Woods**, membre du parlement (Belize), présidente de la Chambre des représentants, membre du Conseil d'administration d'AMP et responsable de la Campagne pour l'action climatique
- L'honorable sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

Présentation :

- **David Barrio Lamarche**, responsable des affaires environnementales, Secrétariat de l'Accord d'Escazú, CEPAL

Panélistes :

- Sénatrice **Sophia Frazer-Binns** (Jamaïque), porte-parole de l'opposition sur le territoire, l'environnement et le changement climatique
- Sénateur **Emilio Álvarez Icaza** (Mexique), membre du Conseil d'administration de PGA
- **Tyrell Gittens**, jeune géographe, écologiste, défenseur de l'environnement et journaliste de Trinité-et-Tobago

Modérateur :

- Députée **Margarita Stolbizer** (Argentine), membre du Conseil d'administration de PGA

Discours de clôture :

- **Mónica Adame**, secrétaire générale de PGA
- **Alisha Todd**, directrice générale de ParlAmericas

PRINCIPALES CONCLUSIONS :

- L'Accord d'Escazú présente les normes minimales que les États doivent respecter pour garantir les droits d'accès à l'information, à la participation et à la justice en matière d'environnement, en promouvant dans la région une approche de la gouvernance environnementale axée sur les droits de la personne.
- À travers cet accord, les États sont appelés à mettre en place des conditions encourageant la participation du public aux processus de prise de décision en matière d'environnement, conditions adaptées au contexte social, économique, culturel, géographique et en termes de genre de leur population nationale. En tant que représentants de leur population, les parlementaires peuvent jouer un rôle dans l'adoption d'une approche inclusive et participative facilitant une participation large et substantielle.
- Il est essentiel que le public soit habilité à participer à la prise de décision en matière d'environnement, surtout les jeunes, les femmes et les membres des communautés particulièrement vulnérables aux effets de la dégradation de l'environnement. Cela implique de les informer suffisamment à l'avance et de tenir compte de leurs besoins en termes d'accessibilité, en amont des consultations publiques concernant des projets liés à l'environnement.
- Étant donné le rôle central de la justice dans le renforcement démocratique et la disposition spécifique de l'Accord d'Escazú pour la protection des défenseurs des droits environnementaux, dont les plus menacés sont les femmes, les paysans et les personnes d'ascendance africaine et autochtone, le système judiciaire doit être correctement équipé pour protéger la population et répondre à ses demandes à travers des cadres juridiques robustes. Par exemple, les parlements peuvent renforcer la capacité du système judiciaire à traiter les litiges socio-environnementaux en intégrant les crimes environnementaux dans les codes pénaux.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATION](#)



[ENREGISTREMENT](#)



#ParlAmericasCC #RPCCFonctionnaires

 **THÈMES :** Engagements climatiques, renforcement des capacités techniques, travail des fonctionnaires parlementaires

 **DATE :** 16 août 2023

 **LIEU :** Virtuel

 **PARTICIPANTES :** Plus de 50 fonctionnaires parlementaires et représentants d'organisations de femmes et d'organisations internationales de 20 pays de l'hémisphère.



Cette activité est alignée sur les ODD 5,13, 16, et 17.



2e réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires sur le changement climatique

Suite au lancement du Réseau de fonctionnaires parlementaires sur le changement climatique (RPCC Fonctionnaires) en décembre 2022, cette réunion a été la première occasion de réunir des fonctionnaires parlementaires de la région et des spécialistes en la matière, conformément aux objectifs du réseau de fonctionnaires, comme celui de faciliter des échanges de connaissances aidant à promouvoir l'adoption de bonnes pratiques concernant l'action parlementaire pour le climat. Grâce à des présentations de spécialistes et à une discussion en table ronde, cette réunion a permis d'explorer les façons dont les fonctionnaires peuvent appuyer le travail parlementaire pour superviser les efforts en vue de respecter les engagements nationaux et internationaux pour le climat, des actions institutionnelles pour renforcer les capacités des acteurs parlementaires à contribuer sur ces sujets, ainsi que des initiatives pour promouvoir la participation citoyenne dans les processus décisionnels sur ces questions afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- **Frédéric Forge** (Canada), directeur principal des Affaires internationales et du Département des services de référence intégré de la Bibliothèque du Parlement du Canada, et coordinateur général du RPCC Fonctionnaires

Présentations :

- **Cali Villalonga**, président de GLOBE Legislators
- **Nadia Manning-Thomas**, spécialiste de la planification et de la coordination pour le Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes

Panélistes :

- **Brian B. Caesar** (Trinité-et-Tobago), greffier du Sénat
- **Juan Manuel Moreira** (Argentine), directeur général de l'Environnement et du Développement durable de la Chambre des députés et point focal du RPCC Fonctionnaires
- **María Victoria Lumaca** (Uruguay), secrétaire technique, Comité sur l'environnement du Sénat et point focal du RPCC Fonctionnaires

Modérateurs :

- **Laura Prado Chacón** (Costa Rica), conseillère auprès de la Direction exécutive et coordinatrice régionale du RPCC Fonctionnaires pour l'Amérique centrale
- **Jatziri Pando Medina** (Mexique), secrétaire technique, Comité sur l'environnement, les ressources naturelles et le changement climatique du Sénat de la République, et coordinatrice régionale du RPCC Fonctionnaires pour l'Amérique du Nord

Discours de clôture :

- **Alisha Todd**, directrice générale de ParlAmericas

PRINCIPALES CONCLUSIONS :

- Les fonctionnaires parlementaires offrent une riche expertise au parlement à travers leur appui technique sur le traitement de questions prioritaires pour la région. Ils contribuent, via leurs rôles institutionnels, à la longévité des efforts environnementaux et à l'efficacité de leur mise en œuvre dans le travail parlementaire interne comme externe, ce qui bénéficie à toutes les législatures. Ils peuvent également utiliser leurs connaissances en occupant d'autres postes de gouvernance politique tout au long de leur carrière.
- Les fonctionnaires parlementaires peuvent être des acteurs clés de la liaison entre la science et la prise de décisions pour promouvoir l'alignement des plans nationaux sur les engagements internationaux pour le climat, en fournissant l'appui technique aux comités de contrôle parlementaire dans les recherches et l'offre de recommandations pour suivre la mise en œuvre des plans environnementaux.
- Le changement climatique a des effets différenciés sur les femmes et les filles, par exemple sur leur accès à l'eau et à l'alimentation et sur leur exposition aux risques de catastrophe. La disponibilité de données illustrant les inégalités de genre et le renforcement des capacités en analyse sensible au genre par les fonctionnaires techniques sont donc essentiels pour assurer un travail parlementaire pour le climat qui soit sensible au genre.
- Les parlements peuvent montrer l'exemple à travers leurs efforts institutionnels pour mesurer et réduire leur empreinte carbone, ainsi que sur le front de l'inclusivité, en garantissant que le travail des comités soit participatif et qu'une diversité d'organisations soient invitées à contribuer à la prise de décisions concernant l'environnement.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATION](#)



[ENREGISTREMENT](#)



#ParIAmericasCC #LACCW2023

 **THÈME :** Énergies renouvelables, décarbonation, transition juste

 **DATE :** 25 octobre 2023

 **LIEU :** Ville de Panama, Panama

 **PARTICIPANTS :** Plus de 35 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, jeunes dirigeants et représentants d'organisations multilatérales et de la société civile

 **PARTENAIRES ORGANISATEURS :** Global Renewables Congress (GRC) et IRENA



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 7, 8, 9, 10 et 13.



Amplifier le déploiement des énergies renouvelables pour le bien de tous : le rôle des parlementaires

Ce dialogue a permis d'examiner le rôle des énergies renouvelables dans le contexte du bilan mondial, des situations nationales diverses et la conception de politiques efficaces. Les parlementaires et les spécialistes ont mis de l'avant les implications intersectionnelles et les cobénéfices de promouvoir une action urgente pour l'adoption d'énergies renouvelables pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique moyen à 1,5 °C. Les participants ont également précisé comment les décideuses et les décideurs peuvent mieux engager la société civile, y compris les femmes, les jeunes, les populations autochtones et les organisations de la société civile, afin de garantir que la transition énergétique soit inclusive et permette l'autonomisation, conformément aux directives sur la justice énergétique.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- L'honorable membre de l'Assemblée nationale **Fernando Arce** (Panama), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas
- **Bärbel Höhn**, présidente du GRC et ambassadrice par intérim de la réforme énergétique en Afrique

Intervention principale :

- **Juan Carlos Villalonga**, président de GLOBE Legislators et ancien membre de la Chambre des députés d'Argentine

Intervenants :

- **Paola Vega**, membre du GRC, ancienne membre de l'Assemblée législative du Costa Rica et ancienne vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas (RPCC)
- **Charlin Bodley**, responsable de l'Académie de la transition énergétique et du Réseau des femmes dans les énergies renouvelables (WIRE, de son sigle anglais) du Rocky Mountain Institute
- L'honorable **Oscar Mira** (Belize), ministre de l'État au Ministère de la sécurité nationale et de la défense
- **Joice Méndez**, membre du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques du Secrétaire général des Nations Unies et jeune leader d'IRENA

Modérateurs :

- Sénateur **Anthony Vieira** (Trinité-et-Tobago), vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas
- **Enrique Maurtua Konstantinidis**, conseiller principal sur les politiques en matière de climat, Global Gas and Oil Network

Clôture :

- **Guadalupe Gonzalez**, directrice du Département de l'électricité du Secrétariat national de l'énergie

POINTS CLÉS DE LA RÉUNION :

- Les énergies renouvelables se révèlent être des sources d'énergie fiables. De plus, le capital pour installer ces systèmes est en baisse. Par exemple, au cours des dernières années, le coût de l'énergie solaire a diminué de 85 %, prouvant que la société dispose des outils et des technologies nécessaires pour atteindre ses objectifs de transition.
- La matrice des énergies renouvelables doit être diversifiée afin d'éviter une dépendance à une seule source d'énergie.
- Il est possible de réformer ou d'élaborer des lois sur l'énergie dans le but de promouvoir l'utilisation de [ressources énergétiques réparties](#), d'améliorer l'efficacité énergétique, de garantir des infrastructures adéquates pour appuyer la transition énergétique, de récompenser l'adoption d'énergies renouvelables à travers des incitations, et de rendre les engagements pris dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN) juridiquement contraignants.
- La transition énergétique doit être conçue en consultation avec des femmes, des jeunes, des groupes autochtones, des populations rurales et des personnes travaillant dans les industries en déclin, entre autres parties prenantes, pour garantir que les systèmes d'énergies propres soient disponibles pour toutes et tous et abordables, qu'ils tiennent compte des générations à venir, que leurs bénéfices soient répartis équitablement, et qu'ils permettent aux personnes intéressées de participer dans ce secteur.
- Il est important de communiquer efficacement autour des cobénéfices de la transition énergétique et de promouvoir des programmes pour l'acquisition de connaissances et de capacités en matière d'énergie, afin de renforcer l'acceptation sociale des projets d'énergies renouvelables et de soutenir l'autonomisation des membres des communautés, comme les jeunes, les femmes et les populations autochtones.
- Au sein du secteur de l'énergie, seulement 2 % des emplois sont occupés par des femmes, et il s'agit principalement de postes administratifs et non techniques. Pour réduire l'écart de genre dans ce secteur, il faut par conséquent adopter une approche multipartite et factuelle, fondée sur des données ventilées par genre.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT VIDEO](#)



[ÉPISODE DE PODCAST](#)



#ParLAmericasCC #COP28

THÈME : Technologie et innovation, inclusion, communautés de première ligne, finance

DATE : 30 novembre - 12 décembre 2023

LIEU : Dubaï, Émirats arabes unis

HÔTE : Le Gouvernement des Émirats arabes unis (EAU)



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 7, 10, 13, 16, et 17.



Délégation parlementaire à la COP28

ParLAmericas a participé à la 28e Conférence des Parties (COP28) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et a organisé un événement parallèle dans le tout premier pavillon parlementaire, point central pour les participants parlementaires du monde entier. La délégation de ParLAmericas était constituée de l'honorable sénatrice Rosa Galvez (Canada), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité, de l'honorable Dessima Williams (Grenade), présidente du Sénat et membre du Conseil d'administration de ParLAmericas, et de l'honorable Carolyn Trench-Sandiford (Belize), présidente du Sénat et membre du Conseil de ParLAmericas. Elles ont participé à des panels durant lesquels elles ont parlé du rôle des femmes parlementaires dans la promotion de l'action pour le climat; et de la collaboration entre partis politiques pour lutter contre le changement climatique et pour la mobilisation du financement climatique. Cette délégation a également discuté avec des collègues parlementaires de l'hémisphère et avec des organisations internationales, des universitaires et des organisations de jeunes.



PARTICIPATIONS PRINCIPALES DE PARLAMERICAS

L'Accord d'Escazú et l'Action pour l'autonomisation climatique (ACE) : renforcer la démocratie environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes ([Ordre du jour](#))

Cet événement parallèle officiel organisé par ParlAmericas a permis d'examiner comment les efforts parlementaires pour la mise en œuvre de l'Accord d'Escazú et l'ACE peuvent renforcer une démocratie environnementale faisant évoluer les inégalités de genre, augmenter la participation citoyenne, protéger les droits de la personne et ainsi atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Perspectives législatives de l'Amérique latine pour une action climatique inclusive et efficace ([Ordre du jour](#))

Le dialogue interparlementaire entre parlementaires d'Amérique latine organisé par ParlAmericas et GLOBE Legislators était axé sur les stratégies et les efforts en cours visant à promouvoir l'égalité et l'inclusion dans les engagements pour le climat et à contrôler que les budgets et les lois soient conformes aux objectifs de l'Accord de Paris et aux résultats de la COP28.

Réunions parlementaires de l'Union interparlementaire (UIP) et du Conseil national fédéral des EAU

La délégation de ParlAmericas a participé à une journée de réunions parlementaires organisée par l'UIP et le Conseil national fédéral des EAU afin de faciliter l'échange de connaissances sur différents sujets, dont : un aperçu des connaissances scientifiques actuelles, les progrès par rapport aux engagements avec un accent mis sur le bilan mondial, et l'urgence de rendre opérationnel le Mécanisme relatif aux pertes et préjudices.

Discussion avec YOUNGO

La délégation de ParlAmericas a rencontré des dirigeants de YOUNGO, le groupe de jeunes officiel de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, afin de discuter des façons de promouvoir les points de vue des jeunes et leurs opportunités dans les espaces décisionnels. Veuillez consulter le [rapport de YOUNGO](#) pour plus d'information sur ces mécanismes.



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[COMMUNICATION](#)



[FLICKR](#)



[ENREGISTREMENT VIDEO](#)



[ÉPISODE DE PODCAST](#)



L'honorable sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité de ParlAmericas

« En tant que parlementaires, nous pouvons être des acteurs clés dans l'orientation de la région vers une gouvernance environnementale globale et transformatrice qui garantisse que tous les membres de notre société sont non seulement conscients de leurs droits, mais aussi habilités à les exercer. »



L'honorable **Carolyn Trench-Sandiford** (Belize), présidente du Sénat et membre du Conseil de ParlAmericas

« Le Parlement, en plus de ses fonctions de contrôle et de surveillance, peut également défendre les divers accords multilatéraux, y compris l'Accord de Paris. Par exemple, nous avons signé une Déclaration d'intention avec le Bureau de l'ONU au Belize pour que le parlement s'associe à la sensibilisation et à la connaissance de tous les accords signés par le Belize. Les parlements ont une capacité unique à contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des engagements nationaux en matière de climat à travers nos diverses fonctions. »



RÉSULTATS CLÉS ET POINTS D'ACTION PARLEMENTAIRE APRES COP28

RÉSULTATS :

- La COP28 s'est terminée avec l'adoption des résultats politiques du premier [bilan mondial \(BM\)](#), mécanisme de l'Accord de Paris servant à évaluer les progrès et à élever l'ambition climatique. Le BM appelle les pays à agir pour tripler les capacités de production d'énergies renouvelables et doubler l'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030 au niveau mondial.
- Parmi les [initiatives](#) et les [décisions](#) prises figurent, entre autres, l'adoption du cadre pour l'[objectif mondial d'adaptation](#), les progrès en matière d'[opérationnalisation du fonds « pertes et dommages »](#) à travers un accord historique, et le lancement du [partenariat pour une transition juste et une action climatique sensibles au genre](#). Des engagements ont également été annoncés et ces derniers sont accessibles sur le [portail de l'Action climatique mondiale](#).



POINTS D'ACTION :

Les parlementaires jouent un rôle essentiel pour aider à traduire les engagements climatiques de la COP28 en actions, en demandant des comptes au pouvoir exécutif à travers leur contrôle et autres responsabilités législatives.

- Demandez aux fonctionnaires du gouvernement, à l'équipe de négociation nationale et/ou à la délégation parlementaire de votre pays à la COP28 de présenter les engagements nationaux pris à la COP28 en séance plénière de votre parlement, et de se renseigner si votre pays est sur la bonne voie pour atteindre ses propres objectifs climatiques et environnementaux au niveau national.
 - Les pays ont jusqu'à la COP30 pour soumettre des [Contributions déterminées au niveau national](#) (CDN) mises à jour et plus ambitieuses. La fenêtre d'opportunité pour élever l'ambition climatique se referme rapidement alors que les engagements existants ne sont pas à la hauteur de l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C établi dans l'Accord de Paris.
 - Pour consulter la Contribution déterminée au niveau national (CDN) actuelle de votre pays, rendez-vous sur notre [outil interactif](#).
- Étudiez les [Résultats du premier bilan mondial](#), identifiez les façons dont le parlement peut appuyer ces engagements, et assurez-vous que la législation et les affectations budgétaires afférentes soient conformes à ces objectifs.
- Demandez une évaluation de la législation et des politiques actuelles sur le climat pour garantir leur compatibilité avec la CDN du pays, l'Agenda 2030 et autres accords multilatéraux concernés.
- Évaluez si la législation et les politiques en matière de climat sont sensibles au genre, et s'il existe des initiatives en place visant à améliorer la disponibilité de données ventilées par sexe.

Merci

pour votre contribution à ParlAmericas en 2023.
Nous sommes impatients de poursuivre nos efforts
grâce à votre soutien constant!

L'ÉQUIPE DE PARLAMERICAS

Alisha Todd

Deborah Novaes

Mateusz Trybowski

Alvaro Teran

Eilish Elliott

Michelle Volpin

Anabella Zavagno

Jack Melamed

Nancy Greene

Angel Ramírez

Kaileigh Wenstrup

Natalí Casanova

Chrisette Benjamin

Kerronia Thomas

Natalie Jurado

Christian Navarro

Lisane Thirsk

Natán Iorcansky

Clara Basilio

Maria Boada



Secrétariat international de ParlAmericas
703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada
Téléphone: + 1 (613) 947-8999
www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

